

UN SUCCÈS  ET CE N'EST PAS FINI!

RAPPORT ANNUEL 2006

NEWALTA

NOUS AVONS L'EXPÉRIENCE



Nous avons connu une solide croissance en 2006 et réalisé notre stratégie d'expansion dans l'Est du Canada. Nous sommes fiers de la patiente exécution de notre plan. Nous nous sommes concentrés sur les éléments fondamentaux de notre entreprise, et notre approche a réussi.

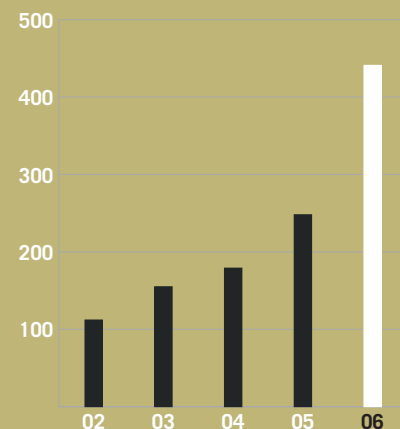
Mais ce n'est pas fini. Nous avons comme stratégie d'étendre la gamme de nos services et de continuer à innover dans la recherche des meilleurs moyens de gérer les résidus industriels. Tout au long de notre existence, nous avons fait la preuve de notre capacité d'évoluer et d'innover. Créer des solutions sur mesure pour notre clientèle, accorder la priorité à la sécurité et à l'environnement, et optimiser nos ressources en ingénierie et en technologie, voilà ce qui a fait de nous un chef de file de notre industrie. Nous entendons le demeurer.

Nous avons un solide dossier de réussite (pages 2-3) et une stratégie d'expansion déterminée (pages 4-5).

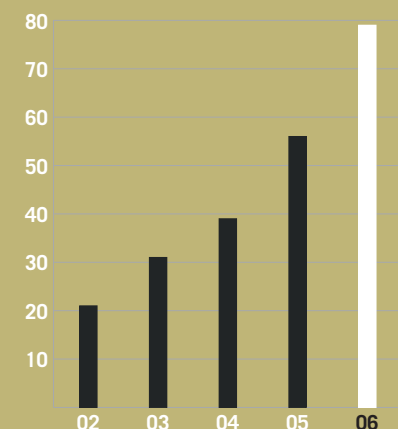
Chose dite, chose faite (pages 10-13).

Depuis notre Division de l'Ouest (pages 6-7) jusqu'à notre Division de l'Est (pages 8-9), nous sommes les leaders de l'innovation (pages 14-15).

PRODUITS D'EXPLOITATION
(millions \$)

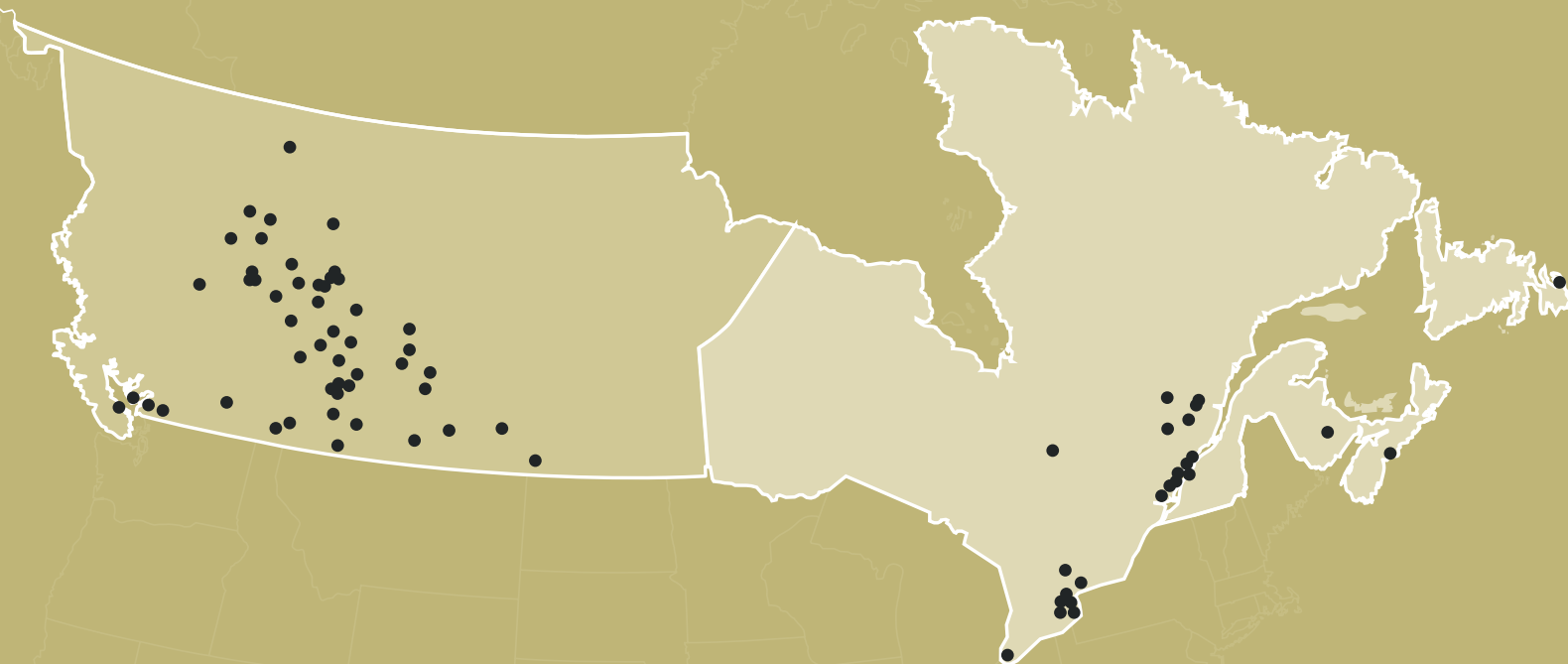


BÉNÉFICE D'EXPLOITATION¹
(millions \$)



1. Exclut les frais de réorganisation de 2003 et 2002.

NOUS PRENONS DE L'EXPANSION.



Newalta cherche à maximiser la valeur intrinsèque des résidus industriels. Cela, par récupération de produits vendables et par recyclage. De plus, nous fournissons des services d'élimination écologique des résidus industriels solides non dangereux.

Avec un effectif de plus de 1 700 personnes de grandes compétences et un réseau de plus de 70 installations partout au Canada, Newalta dessert de nombreux secteurs : automobile, foresterie, produits manufacturiers, mines, pétrole et gaz, pétrochimie, pâtes et papiers, acier et services de transport. La qualité exceptionnelle de nos services et notre souci de la sécurité et de l'environnement ont permis notre expansion dans de nouveaux secteurs de service et de nouveaux marchés géographiques.

UN SOLIDE DOSSIER



DE RÉUSSITE



Newalta, l'une des plus importantes sociétés de services de gestion de résidus industriels et de services environnementaux pour l'industrie, a connu un taux composé moyen de croissance annuelle de ses produits d'exploitation de plus de 30 pour cent depuis 1993.

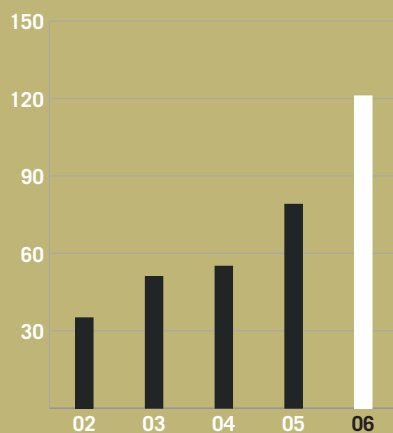
Cette croissance constante, dynamique et profitable s'est réalisée par l'acquisition d'entreprises complémentaires, le raffinement des services, l'expansion des marchés et la commercialisation de procédés innovateurs pour la récupération de produits à partir de matières qui demeureraient autrement des résidus.

Au cours des quatre dernières années :

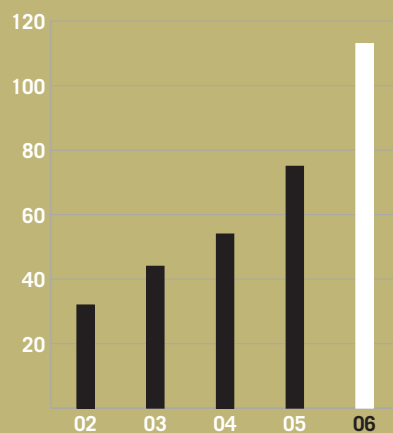
- Les produits d'exploitation de Newalta sont passés à 441 millions \$, soit une croissance de 295 pour cent.
- Le BAIIA ² est passé à 121 millions \$, en croissance de 248 pour cent.
- Les fonds provenant de l'exploitation ² sont passés à 113 millions \$, soit une croissance de 264 pour cent.
- La capitalisation boursière a sextuplé pour atteindre approximativement 1 milliard \$.

« Scott Roberts, technicien d'entretien, travaille sur une centrifugeuse à l'installation de Newalta à Nisku (Alberta). Newalta est un chef de file dans l'utilisation de procédés de centrifugation résistant à l'abrasion pour le traitement des résidus : ces procédés séparent liquides et solides par force centrifuge et créent trois courants distincts : huiles récupérées de grande valeur, eaux résiduaires et boues compactées. Newalta allie technologie et sens de l'innovation pour créer d'authentiques solutions. D'où de meilleurs résultats pour l'environnement, nos clients et nos actionnaires.

BAIIA^{1,2}
(millions \$)



FONDS PROVENANT DE L'EXPLOITATION^{1,2}
(\$ millions)



1. Exclut les frais de réorganisation de 2003 et 2002.

2. Cet instrument de mesure financier ne fait pas l'objet d'une définition uniformisée dans les principes comptables généralement reconnus (PCGR) au Canada. Les instruments non-PCGR sont définis dans les rapports de gestion.

ET UNE STRATÉGIE



D'EXPANSION DÉTERMINÉE

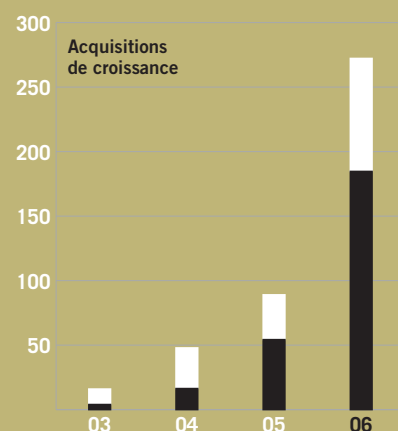


Newalta a pour stratégie de poursuivre sans relâche l'expansion de ses services et de ses marchés et de continuer à développer des procédés innovateurs et respectueux de l'environnement pour la récupération des produits résiduels. Pour ce faire, nous comptons procéder par investissements dans nos exploitations existantes et par acquisitions.

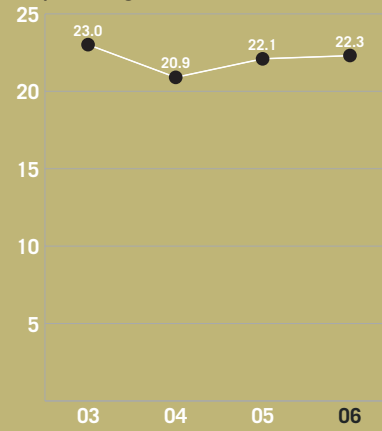
En bonne position de croissance en 2007

Nous possédons un solide dossier d'investissements responsables. Le rendement moyen sur trois ans du capital investi est de 22 pour cent, preuve que notre stratégie d'investissement disciplinée profite grandement à nos investisseurs. Notre budget d'investissements de croissance de 120 millions \$ servira à un certain nombre de projets à haut rendement et à faible risque qui amélioreront la productivité et accroîtront nos services et nos marchés partout au pays.

INVESTISSEMENTS
(millions \$)



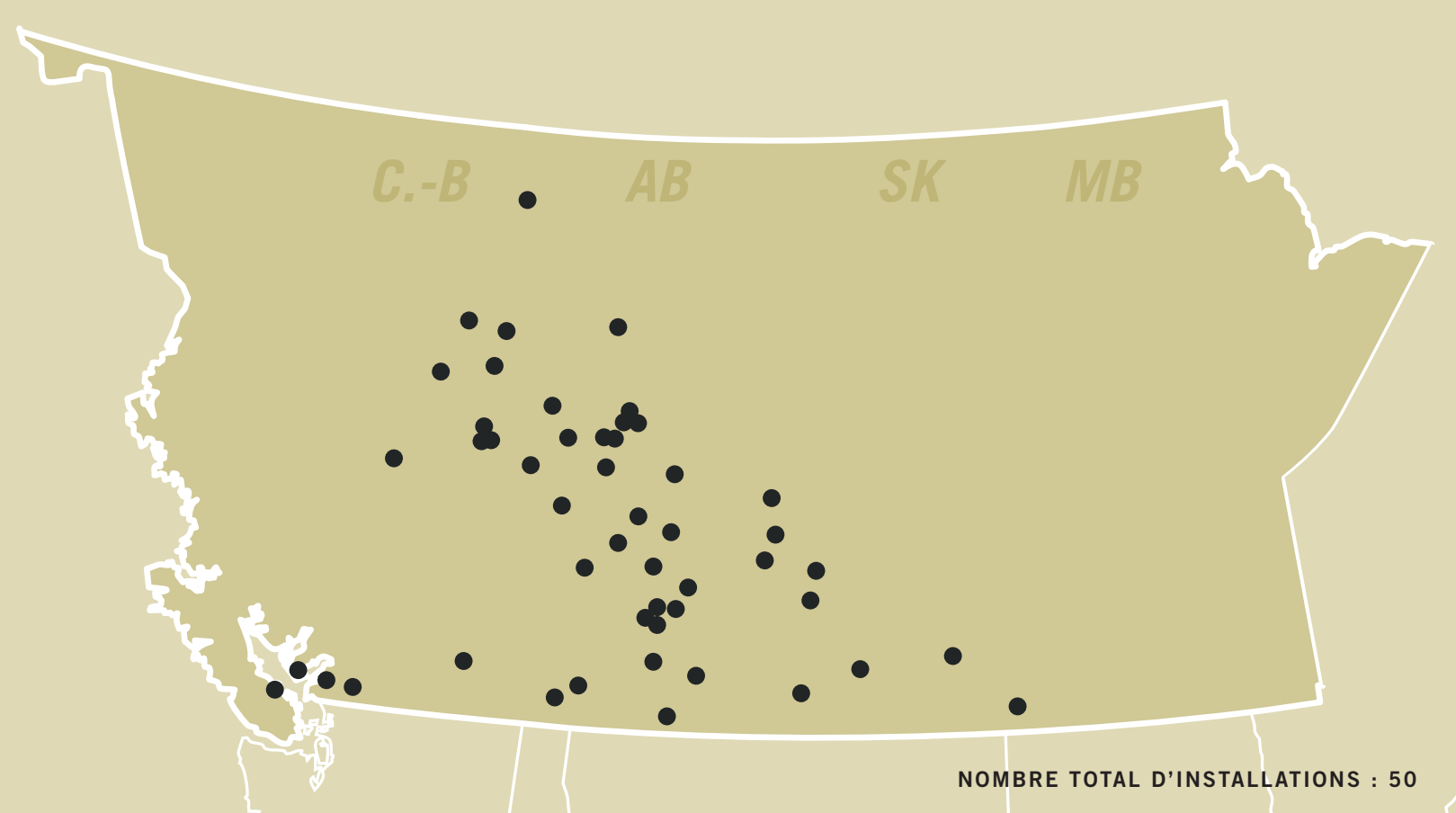
RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI
(en pourcentage)



Newalta a mené à bien sept acquisitions pour un prix d'achat total de 198,7 millions \$. Moteur de notre expansion géographique à travers le pays, elles ont ajouté plus de 600 personnes à notre effectif et 24 nouvelles installations. Elles nous offriront d'importantes occasions de poursuivre notre expansion. Les produits d'exploitation et le BAIIA générés par l'activité de ces installations, pour les 12 mois complets précédant la date d'acquisition, ont été respectivement d'environ 176 millions \$ et de 37 millions \$. »

CALENDRIER DES ACQUISITIONS EN 2006

JANV.	JUIN	AOÛT	AOÛT	OCT.	NOV.	DÉC.
PSC CANADA Ontario 8 installations 270 employés	TREELINE Alberta 0 installations 50 employés	NORAMA Québec 3 installations 100 employés	ISLAND Terre-Neuve 1 installation 17 employés	MATREC Québec 8 installations 130 employés	MPM Québec 2 installations 17 employés	MATRIX Nouvelle-Écosse 2 installations 50 employés



RÉPARTITION DES INSTALLATIONS – DIVISION DE L'OUEST

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Cranbrook
Delta
Fort St. John
Nanaimo
Vancouver-Nord
Prince George
Sparwood
Surrey
West Stoddart
Winfield

ALBERTA

Airdrie
Amelia
Beaverlodge
Brooks
Calgary

Drayton Valley
Drumheller
Eckville
Edmonton (2 installations)
Elk Point
Fairview
Gordondale
Grande Prairie
Green Court
Hays
Hughenden
Kitscoty
Leduc (2 installations)
Nisku
Niton Junction
Pigeon Lake
Raymond
Red Deer

Red Earth
Redwater
Spirit River
Stauffer
Stettler
Taber
Valleyview
Willesden Green
Zama

SASKATCHEWAN

Halbrite
Plover Lake
Regina
Richmond
Swift Current
Unity

DIVISION DE L'OUEST



NOTRE DIVISION DE L'OUEST EXPLOITE 50 INSTALLATIONS ET EMPLOIE PLUS DE 900 PERSONNES EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, EN ALBERTA ET EN SASKATCHEWAN.

L'Ouest canadien a été le noyau de la croissance

exceptionnelle de Newalta depuis 1993. Les installations y sont exploitées et dirigées de manière intégrée. Trois unités fonctionnelles fournissent une large gamme de services homogènes pour la gestion des résidus et le recyclage :

- Services aux champs pétroliers
- Services sur les chantiers
- Services industriels

La part de marché de la Division de l'Ouest est d'environ 45 pour cent. Nous avons des concurrents régionaux dans chaque segment de marché, mais aucun n'offre une intégration de services semblable à la nôtre.

Champs pétroliers

L'unité Services aux champs pétroliers sert le marché pétrolier et gazier d'amont et d'aval. Notre réseau d'installations réparties parmi les zones clés de production de pétrole brut et de gaz naturel dans l'Ouest canadien fournit diverses combinaisons de matériel et de services mobiles. Les services de traitement des résidus fournis sur les lieux des installations de nos clients mobilisent équipement, technologies et ressources humaines.

Nos procédés novateurs de centrifugation récupèrent le pétrole brut des boues excédentaires, émulsions et liquides liés à la production de pétrole et de gaz. En 2006, nous avons récupéré, à partir de résidus qui auraient autrement été déposés dans des puits de stockage ou en décharge, 1,5 million de barils de pétrole brut. Nous offrons aussi dans nos propres installations les services suivants :

- Traitement des résidus
- Recyclage de l'eau
- Traitement sur mesure
- Terminaux pour produits blancs
- Récupération de pétrole brut
- Évacuation des eaux usées
- Stockage en caverne de sel
- Dépôts en décharge
- Enfouissement en caverne de sel

Services sur les chantiers

Matériel, technologies et ressources humaines sont mobilisés pour le traitement des résidus sur les lieux des installations de nos clients. Les résidus excédentaires sont traités et éliminés dans les installations de notre unité Services aux champs pétroliers.

Les services offerts par l'unité Services sur les chantiers comprennent :

- Évaluations pré-forage des sites
- Gestion des résidus du forage
- Centrifugation sur place
- Location de matériel aux lieux de forage, notamment pour les solides et les déblais de forage
- Boues de forage : vente et service
- Restauration post-forage
- Désaffectation des puits

L'unité fonctionnelle Services sur les chantiers s'est bâtie à l'aide des locations de centrifugeuses et de l'acquisition de Treeline, de GLP et de WasteCo.

Services industriels

L'unité Services industriels fournit des services diversifiés. Nos installations acceptent les résidus industriels liquides et semi-solides, les résidus du secteur automobile et les huiles lubrifiantes usées. Nous fournissons aussi, partout dans l'Ouest canadien, des services sur les lieux d'installations de nos clients du même ordre que les services offerts par notre unité Services aux champs pétroliers.

L'unité Services industriels offre également un service de re-raffinage d'huile usée à Vancouver-Nord et la conversion d'huile usée en fluide de forage à Airdrie, en Alberta.

Nos centres de service recueillent et traitent un grand nombre de résidus industriels, y compris les excédents d'antigel, de solvants et de boues. Nous fournissons également des services sur les lieux des installations de nos clients, en plus du nettoyage des établissements industriels.

DIVISION DE L'EST



LA DIVISION DE L'EST EXPLOITE UN RÉSEAU INTÉGRÉ D'INSTALLATIONS POUR LE SECTEUR INDUSTRIEL DE L'EST DU CANADA.

Créée par l'acquisition de la société ontarienne PSC Industrial Services Canada Inc. en janvier 2006 et par notre expansion subséquente au Québec et au Canada Atlantique, la Division de l'Est est constituée de deux unités fonctionnelles :

- Ontario
- Québec et Canada Atlantique

Ces deux unités fonctionnelles fournissent des services de gestion de résidus industriels et autres services environnementaux aux marchés industriels de l'Est du Canada par le biais d'un réseau intégré d'installations de haute qualité, notamment celle de Stoney Creek, en Ontario, un site d'enfouissement hautement technologique qui reçoit environ 500 000 tonnes métriques de résidus par année.

Le réseau de la Division de l'Est comprend également :

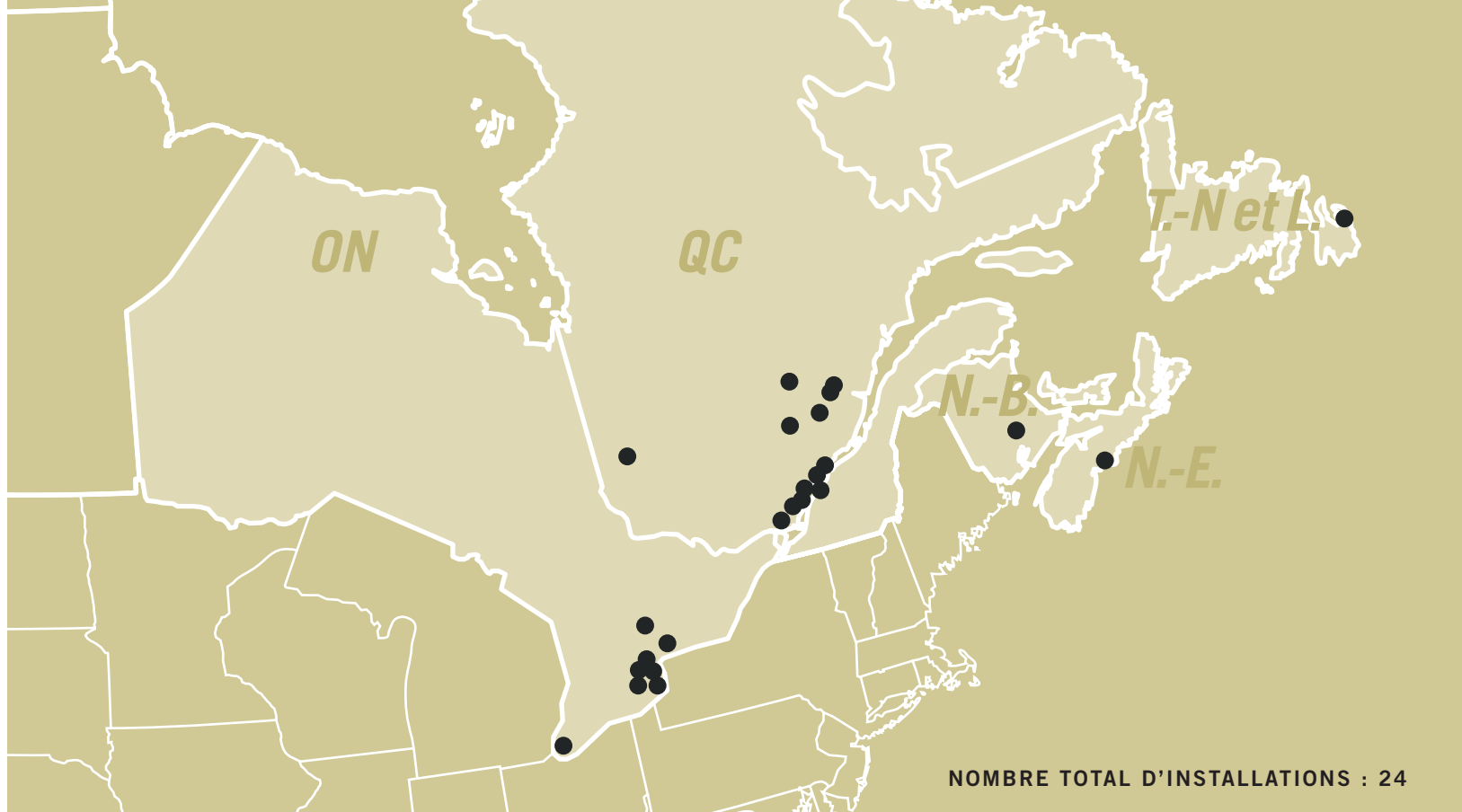
- Des installations de prétraitement des résidus Industriels solides
- Des installations de transfert et de traitement des résidus industriels
- Un parc de véhicules et de matériel spécialisés pour le transport des résidus et leur manutention sur place
- Un service d'intervention d'urgence

La mise en place de notre Division de l'Est a contribué à diversifier nos services et a réduit notre exposition aux cours des produits de base et à l'activité de forage. Il en est résulté une plus grande stabilité dans les fonds provenant de l'exploitation et, de ce fait, dans les distributions à nos porteurs d'unités.

Le marché de la gestion des résidus industriels de l'Est du Canada est estimé à 1,2 milliard \$. La part de Newalta y est d'environ 15 pour cent. Certaines tendances industrielles favorables laissent entrevoir des possibilités de croissance pour notre Division de l'Est, notamment :

- Le resserrement de la réglementation ontarienne régissant le prétraitement des résidus industriels
- Les limites de capacité des sites d'enfouissement
- De plus longs délais pour la délivrance des permis d'exploitation de nouveaux sites d'enfouissement
- La tendance croissante à l'impartition des activités de gestion des résidus

Les nouvelles réglementations environnementales transformeront de manière significative le marché au cours des trois prochaines années. Newalta est en position de tirer profit des occasions qui se présentent à l'horizon.



RÉPARTITION DES INSTALLATIONS – DIVISION DE L'EST

ONTARIO

Barrie
 Brantford
 Fort Erie
 Hamilton (3 installations)
 Toronto
 Windsor

QUÉBEC

Boucherville
 Châteauguay
 Chicoutimi (2 installations)
 Laterrière
 Montréal
 Québec (2 installations)
 Rouyn-Noranda
 Sorel-Tracy
 St-Bruno
 St-Hubert
 Trois-Rivières

ATLANTIQUE

Dartmouth (N.-É.)
 Foxtrap (T.-N et L.)
 Frédéricton (N.-B.)

CHOSE DITE ➔ CHOSE FAITE



**NOUS AVONS OBTENU DES RÉSULTATS RECORDS
EN 2006 GRÂCE À DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES
ROBUSTES ET AUX SOLIDES APPORTS DE NOS
ACQUISITIONS ET INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE.**

MOT DU PRÉSIDENT

ALAN P. CADOTTE *Président et chef de la direction*

L'année 2006 a marqué une étape capitale car nous avons formalisé notre présence nationale, un objectif clé de notre stratégie. En outre, nous avons réduit notre exposition aux cours des produits de base et à l'activité de forage par les acquisitions et immobilisations réalisées.

En janvier, nous avons mené à bien l'acquisition de la société ontarienne PSC Industrial Services Canada Inc., au prix de 120 million \$. Nous sommes ainsi devenus propriétaire d'un site d'enfouissement hautement technologique pour résidus industriels solides non dangereux et de sept centres de services en Ontario.

D'août à décembre, nous avons parachevé notre réseau pancanadien. Cinq acquisitions au Québec et au Canada Atlantique, pour un prix total d'environ 60 millions \$, nous ont donné une solide assise pour poursuivre notre croissance.

Notre nouvelle Division de l'Est compte un effectif de quelque 270 personnes en Ontario, 245 au Québec et 60 au Canada Atlantique. Les produits et le BAIIA générés par ces installations, sur une base de 12 mois en suivi à compter des dates d'acquisition, ont totalisé respectivement 136 millions \$ et 33 millions \$.

Les anciennes divisions Services industriels et Champs pétroliers ont été fusionnées au sein de notre nouvelle Division de l'Ouest, les objectifs étant l'amélioration du service à la clientèle, la productivité, la réduction des frais de vente, généraux et administratifs, et l'uniformité de nos modes d'exploitation.

CHANGEMENTS POUR LES FIDUCIES DE REVENU

En 2006, le gouvernement du Canada a annoncé des changements fiscaux pour les fiducies de revenu. Si ces changements sont adoptés, les fiducies de revenu seront imposées à compter de 2011.

Notre stratégie de croissance n'en est pas modifiée. Les fiducies de revenu comme la nôtre seront généralement autorisées à doubler leur taille avant la date prévue d'entrée en vigueur de 2011. Nous continuerons, tout comme nous l'avons fait ces 14 dernières années, à saisir toutes occasions de fournir à nos investisseurs une croissance solide et des taux de rendement attrayants.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PRONONCÉE EN 2006

Nous avons obtenu des résultats records en 2006 grâce à des conditions économiques robustes et aux solides apports de nos acquisitions et investissements de croissance. D'une année sur l'autre, les produits d'exploitation et le BAIIA ont augmenté de 78 pour cent et de 54 pour cent pour passer respectivement à 441 millions \$ et 121 millions \$. L'encaisse disponible pour la croissance et les distributions ont grimpé à 93 millions \$, une hausse de 39 pour cent.

Les distributions mensuelles aux porteurs d'unités ont augmenté de 12 pour cent pour passer à 0,185 \$ par unité en mai 2006. Elles ont représenté 70 pour cent de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions, 30 pour cent étant réservé à la croissance.

« L'ÉQUIPE DE DIRECTION

(de g. à dr., derrière
Alan P. Cadotte) :

RONALD L. SIFTON

*Vice-président
principal, Finances, Chef
de la direction financière*

THOMAS A. G. WATSON

*Vice-président,
Communications*

PETER A. DUGANDZIC

*Vice-président,
Division de l'Ouest*

TOOK WHITELEY

Vice-président

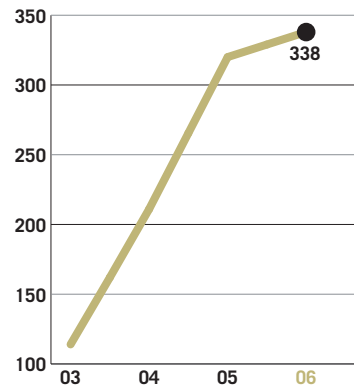
TERRY P. DONALESHEN

*Vice-président,
Ressources humaines,
environnement
et sécurité*

J. CRAIG WILKIE

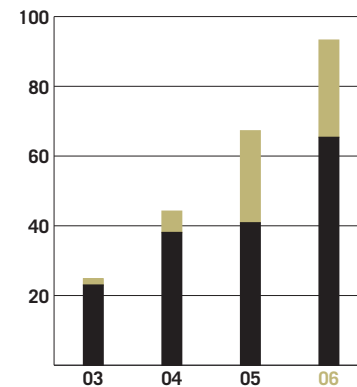
Vice-président

RENDEMENT GLOBAL (en pourcentage)



Le rendement global est calculé en divisant la différence entre prix unitaires d'ouverture et de clôture, plus le réinvestissement des distributions mensuelles, par le prix unitaire d'ouverture.

ENCAISSE DISPONIBLE POUR LA CROISSANCE ET LES DISTRIBUTIONS (millions \$)



Disponibilités conservées aux fins de croissance
Disponibilités distribuées aux porteurs d'unités

En 2006, Newalta a consacré un total de 87,6 millions \$ aux investissements de croissance et 198,7 millions \$ à des acquisitions. Bien que 2006 n'ait pas représenté une pleine année de contribution annuelle de ces activités, nous avons affiché un taux de rendement de fonds propres de 21,3 pour cent et un taux de rendement de capital de 22,3 pour cent en raison de nos investissements de croissance passés, l'intégration réussie de nos acquisitions et une meilleure utilisation de nos actifs.

ATTEINTE DE NOS OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Newalta affiche une feuille de route exceptionnelle. Nous avons réalisé nos engagements pour 2006, tout comme nous l'avons fait pour les 14 années passées. En conséquence de quoi :

- Newalta est en position de poursuivre son expansion
- Newalta s'est solidement implantée dans l'Est du Canada
- Newalta a entamé son expansion dans des marchés complémentaires où pourront s'exercer ses compétences de base

Nous avons aussi renforcé notre structure financière après les acquisitions de 2006. Nous avons mené à bien deux financements par fonds propres, l'un en mars 2006 d'une valeur de 196 millions \$ et l'autre en janvier 2007 d'une valeur de 78 millions \$. Notre ratio dette à long terme-BAIIA était de 1,3 — bien en-deça des limites imposées par nos engagements bancaires. Nous sommes clairement en bonne position pour l'avenir.

Notre rendement aux plans finances, sécurité et exploitation est un fait avéré. Nous sommes stratégiquement placés. Nous avons l'expérience. Et ce n'est pas fini!

EN POSITION POUR UNE EXPANSION CONTINUE

Newalta commence l'année 2007 avec une base solide pour une croissance soutenue ayant un budget d'investissements de croissance de 120 millions \$ et de nouvelles acquisitions en vue.

L'intégration de nos acquisitions au Québec et au Canada Atlantique progresse bien et sera vraisemblablement terminée au cours du second trimestre de 2007.

Au début 2007, nous avons amorcé la mise en place d'un nouveau système d'infotechnologie (IT) qui sera la clé de notre croissance à long terme. Nous estimons cet investissement à un total de 20 millions \$.

Newalta n'a pas ménagé ses efforts de recrutement en 2006 afin de pouvoir satisfaire aux exigences de croissance en 2007. Nous avons consolidé notre effectif, particulièrement parmi les cadres supérieurs. Nous avons attiré de nouvelles compétences, non seulement au niveau du siège social mais aussi au niveau divisionnaire, avec quelque 400 nouveaux employés, sans compter le personnel que nous ont apporté les acquisitions.

NEWALTA ENTEND CONTINUER À DOMINER L'INDUSTRIE DES SERVICES DE GESTION DES RÉSIDUS INDUSTRIELS ET DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX PAR L'EXPANSION CONTINUE DE SES SERVICES ET DE SA PRÉSENCE SUR LES MARCHÉS.

STRATÉGIE DE CROISSANCE

Forte de son implantation et de sa réputation dans l'Ouest canadien, Newalta entend tirer profit de cet atout en élargissant la gamme de ses services et en améliorant sa productivité.

Dans l'Est du Canada, nous avons acquis et intégré des actifs qui nous accordent une solide entrée sur le marché. Nous entendons y faire croître nos affaires de façon importante en 2007 et dans les années suivantes. Nous continuerons à investir dans nos exploitations actuelles et à rechercher des acquisitions complémentaires à notre réseau d'installations et notre offre de services.

Outre ces mesures de croissance, nous comptons continuer à innover dans les procédés de récupération résiduaire. Notre réussite s'enracine dans la recherche de tout ce qui est susceptible de servir notre clientèle. Nous apportons ainsi des solutions qui réduisent les obligations à long terme et contribuent à la salubrité de l'environnement, tout en demeurant rentables.

Nous avons lancé un programme de développement technique pour trouver de meilleurs moyens de traiter et réutiliser les eaux résiduaires des champs pétroliers et des sites industriels. Ce marché connaîtra, selon nous, une forte croissance dans les années à venir et notre objectif est de devenir le chef de file national dans ce secteur.

PERSPECTIVES

Nous sommes enthousiasmés par nos perspectives de croissance soutenue et dynamique.

Newalta entend continuer à dominer l'industrie des services de gestion des résidus industriels et des services environnementaux par l'expansion continue de ses services et de sa présence sur le marché.

La sécurité demeure prioritaire pour nous. Notre dossier sur ce plan est exceptionnel et nous sommes déterminés à faire encore mieux.

Newalta a à son actif une fiche de croissance fiable et rentable, une équipe de direction expérimentée et des installations à travers le Canada. Notre réussite est basée sur notre façon d'allier l'innovation à la rigueur dans la planification et à la haute qualité dans la prestation des services.

Au vu de nos ressources, de nos actifs et des occasions qui s'offrent à nous, nous considérons que nous sommes en meilleure position que jamais. Nous sommes confiants de pouvoir continuer à faire bénéficier nos investisseurs d'une croissance robuste et de taux de rendement supérieurs.



ALAN P. CADOTTE

Président et chef de la direction

7 MARS 2007

LEADERS EN



L'INNOVATION, LE COURAGE ET LA CONCENTRATION ONT FAIT DE NEWALTA LA SOCIÉTÉ QU'ELLE EST AUJOURD'HUI.

Newalta emploie plus de 1 700 personnes. Nos gens, par leurs idées, ont contribué à la transformation de notre industrie et continuent à façonner notre entreprise et nos services. En fait, avec 14 années de croissance dynamique, le changement est une constante de notre culture d'entreprise. C'est ainsi que nous demeurons à la fine pointe.

Nous comptons sur les innovateurs parmi nous, toujours à l'affût de meilleurs moyens de gérer les résidus. S'ils réussissent sans cesse à rehausser le niveau de qualité dans la gestion des résidus et les services environnementaux, c'est que chacun est encouragé à faire face aux défis avec un regard neuf.

Notre équipe de direction a une confiance sans réserve en nos gens. Les dirigeants de notre entreprise ont en moyenne plus de 25 années d'expérience dans l'industrie. Un leadership fort ouvre la porte aux défis, individuels et d'équipe de même qu'à la reconnaissance et à l'autonomie.

En 2006, nous avons solidifié notre organisation en accueillant près de 1 000 nouveaux employés de talent dans nos rangs. Les secteurs finances, ressources humaines, ventes, exploitation et environnement, santé et sécurité ont ainsi été renforcés. En plus, 24 installations ont été ajoutées à notre réseau.

Nous souhaitons être une « source unique » en tant que fournisseur de solutions intégrées pour la gestion des résidus. Innovation, sécurité, leadership à l'égard de l'environnement, service à la clientèle, intégrité et souci de nos actionnaires — voilà les valeurs qui influent sur chacune de nos actions. La sécurité figure au premier rang de nos priorités : notre rendement dépasse celui des industries où nous oeuvrons.

Une équipe prête à accueillir de nouvelles idées et à tester des solutions novatrices, voilà la force derrière notre réussite et notre croissance. Cette équipe demeure le moteur qui propulsera notre succès à l'avenir.

INNOVATION

INNOVATION EN ACTION



Deux employés de Newalta discutent d'amélioration des procédés à notre installation d'Airdrie en Alberta. Newalta y emploie un procédé de craquage thermique de pointe pour convertir l'huile usagée en fluide de forage.



Le technicien de laboratoire Craig Wilson-Busby analyse des échantillons d'eau avec les opérateurs Omar Hersi, à g., et Hasim Mohammed, à notre installation de Toronto, en Ontario. Premier plan, de g. à dr. : les opérateurs Harry Ramkumar et Cleve Gordon exécutent des travaux d'entretien pour assainir les rejets atmosphériques de l'usine.

CENTRIFUGATION

Lorsque Newalta a mis au point une technologie de lavage de sable à son installation d'Elk Point en 1998, ce fut un échec. Loin de se décourager, nos gens ont regardé de près les possibilités. Il en est résulté une association avec un grand fabricant de centrifugeuses et un avantage concurrentiel dans le traitement d'un courant de résidus secondaires : les produits pétroliers hors spécifications. Aujourd'hui, Newalta fournit des services de centrifugation partout au pays et parvient à récupérer des produits qui, autrement, demeureraient des déchets.

RE-RAFFINAGE D'HUILE USÉE

Un procédé breveté conçu et mis au point à notre installation de Vancouver-Nord est aujourd'hui utilisé par les quatre plus importants re-raffineurs d'huile usagée en Amérique du Nord. Ce procédé, distillation et traitement par hydrogène, permet de raffiner de nouveau l'huile usagée en huiles de base de qualité égale sinon supérieure aux huiles neuves. Se trouvent ainsi récupérés des produits de valeur qui ne se retrouveront pas dans les écosystèmes. De plus, ce procédé permet à notre clientèle des produits lubrifiants de continuellement réutiliser l'huile, avec une réduction des coûts considérable.

TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Nous aidons nos clients à réduire leur consommation d'eau en leur fournissant des services qui réutilisent les eaux usées des procédés industriels ou des champs pétroliers. De plus, nous pré-traitons les eaux industrielles usées pour qu'elles puissent être recyclées par les systèmes de traitement municipaux et retournées dans l'environnement. Comment? En apportant des améliorations à la technologie des procédés de bioréaction, centrifugation, procédés physiques et chimiques et de filtration par membrane. Nous avons innové dans la gestion de cette ressource vitale et nous poursuivons nos efforts de recherche de nouveaux procédés de traitement efficaces et rentables.

DONNÉES DE L'ENTREPRISE

CONSEIL NEWALTA INCOME FUND

CONSEIL D'ADMINISTRATION, SOCIÉTÉ NEWALTA

Clayton H. Riddell⁵
Président du conseil
et directeur général
Paramount Resources Ltd.
Calgary (Alberta)

Alan P. Cadotte
Président
Société Newalta
Calgary (Alberta)

Ronald L. Sifton
Vice-président principal, Finances,
et Chef de la direction financière
Newalta Calgary (Alberta)

Robert M. Macdonald^{1, 3}
Homme d'affaires
Calgary (Alberta)

R. Vance Milligan, Q.C.^{3, 4}
Associé
Bennett Jones LLP
Calgary (Alberta)

Felix Pardo^{1, 4}
Homme d'affaires
Cambridge, Massachusetts

R.H. (Dick) Pinder^{1, 2}
Président
Kingsmere Corporate Finance Ltd.
Calgary (Alberta)

Gordon E. Pridham^{2, 3}
Président
Edgewater Capital Inc.
Toronto (Ontario)

Barry D. Stewart^{2, 4}
Homme d'affaires
Calgary, Alberta

NEWALTA

Alan P. Cadotte
Président

Ronald L. Sifton
Vice-président principal, Finances,
et Chef de la direction financière

Terry P. Donalessen
Vice-président, Ressources
humaines, environnement et sécurité

Peter A. Dugandzic
Vice-président, Division de l'Ouest

Thomas A. G. Watson
Vice-président, Communications

J. Craig Wilkie
Vice-président,
Développement des affaires

Took Whiteley⁶
Vice-président et conseiller
général

- 1 Comité de vérification
- 2 Comité de la rémunération
- 3 Gouvernance d'entreprise
- 4 Comité environnement, santé et sécurité
- 5 Président du conseil
- 6 Secrétaire général

Avis d'assemblée annuelle et d'assemblée extraordinaire

Nos porteurs d'unités sont priés
d'assister, avec nos invités, à notre
assemblée annuelle, doublée d'une
assemblée extraordinaire, le 9 mai
2007 à 11 h (heure normale des
Rocheuses) au centre de conférence
Telus au 120, Ninth Avenue SE,
Calgary (Alberta), salle 105,
North Building.

SIÈGE SOCIAL

333 – 11 Avenue SW, bureau 1200
Calgary, Alberta T2R 1L9
Tél : (403) 806-7000
Télé : (403) 806-7348
www.newalta.com

Relations avec les investisseurs

Anne M. MacMicken
Directrice, Relations avec
les investisseurs
Tél : (403) 806-7019
Télé : (403) 806-7032
amacmicken@newalta.com

Bourse

Bourse de Toronto
Symbole : NAL.UN

Vérificateurs

Deloitte & Touche LLP
Calgary, Alberta

Conseillers juridiques

Bennett Jones LLP
Calgary (Alberta)

Banques

Banque Canadienne Impériale
de Commerce
Banque de Montréal
Banque royale du Canada
La Banque de Nouvelle-Écosse
Calgary, Alberta

Agent comptable des transferts et des registres

Valiant Trust Company
Calgary, Alberta

Notre rapport annuel est un document
de référence pour les investisseurs.
Newalta a récemment reconfiguré
et augmenté son site web afin de
fournir plus de renseignements
sur ses activités.

Pour information et nouvelles
récentes, consulter newalta.com.



Newalta, soucieuse de la qualité de ses communications, invite ses porteurs d'unités à lui transmettre leurs observations au sujet du présent rapport en répondant au questionnaire www.newalta.com/2006ARsurvey.

Pour chaque questionnaire rempli par un porteur d'unités, Newalta fera un don à Centraide.

Le présent rapport constitue la première partie du rapport annuel 2006 de Newalta. Si vous désirez obtenir la seconde partie, soit nos résultats financiers pour 2006, veuillez communiquer avec notre service des relations avec les investisseurs au (403) 806-7019 ou rendez vous à notre site web www.newalta.com.



Papier 100% recyclé post-consommation, certification Choix environnemental, traité sans chlore.

Votre choix de ce papier épargne nos ressources naturelles dans les proportions suivantes:

Eau : 7,416 L
Résidus solides : 78 kg
Arbres : 3
Émissions dans l'atmosphère : 172 kg
Gaz naturel : 11 m³

NEWALTA

333 - 11th Avenue SW, bureau 1200
Calgary (Alberta) T2R 1L9

Téléphone 403.806.7000

Télécopieur 403.806.7348

www.newalta.com

NOUS AVONS RÉUSSI  EN VOICI LA PREUVE
RÉSULTATS FINANCIERS DE 2006

NEWALTA



POINTS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les données par part)	Exercices terminés les 31 décembre		
	2006	2005	% d'augmentation
Produits d'exploitation	441 041	248 086	78
Bénéfice d'exploitation	76 891	56 445	36
Bénéfice net	75 565	46 978	61
Par part (\$) – de base	2,14	1,69	27
Par part (\$) – dilué	2,11	1,66	27
Par part (\$) – activités poursuivies	2,10	1,69	24
Par part (\$) – activités abandonnées	0,04	–	–
BAIIA ¹	121 222	78 884	54
Fonds provenant de l'exploitation ¹	112 510	75 312	49
Par part (\$)	3,18	2,71	17
Par part (\$) – activités poursuivies	3,16	2,71	17
Par part (\$) – activités abandonnées	0,02	–	–
Investissement de maintien	21 078	8 847	138
Encaisse disponible pour la croissance et les distributions ¹	93 241	67 237	39
Par part (\$)	2,64	2,42	9
Par part (\$) – activités poursuivies	2,54	2,42	5
Distributions déclarées	75 923	49 602	53
Par part (\$)	2,14	1,78	20
Encaisse distribuée ¹	65 355	40 859	60
Acquisitions et investissements de croissance	286 310	107 813	166
Nombre moyen pondéré de parts en circulation	35 332	27 800	27
Total des parts en circulation au 31 décembre ²	36 942	29 055	27

1. Ces mesures financières n'ont aucun sens normalisé prescrit par les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Il est donc peu probable que ces mesures soient comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non définies par les PCGR sont indiquées et définies dans le rapport de gestion ci-joint.

2. Le 26 janvier 2007, le Fonds a émis 3,0 millions de parts pour un produit brut de 78,3 M\$. À l'heure actuelle, 40 020 544 parts de Newalta sont en circulation.

Rapport de gestion	1
Rapport de la direction	25
Rapport des vérificateurs	25
États financiers consolidés	26
Notes complémentaires	29

RAPPORT DE GESTION

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2006

Certains énoncés contenus dans le présent document constituent des « déclarations prospectives ». Lorsqu'ils sont utilisés dans ce document, les termes « devoir », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « anticiper », « être d'avis que », « estimer », « planifier » et d'autres expressions similaires, de même que d'autres énoncés au conditionnel ou au futur, se rapportant à Newalta Income Fund (le « Fonds ») et à Newalta Corporation (la « Société ») et, conjointement avec le Fonds et ses autres filiales, « Newalta ») ou à sa direction, signalent les déclarations prospectives. Ces déclarations reflètent le point de vue actuel de Newalta relativement aux événements futurs et sont assujetties à certains risques, à certaines incertitudes et à certaines hypothèses incluant, sans s'y limiter, les conditions du marché, la concurrence, le caractère saisonnier des activités, la réglementation, les conditions de l'industrie, l'accès à l'industrie et à la technologie, les assurances, la volatilité potentielle du cours des parts de fiducie, le service de la dette, les besoins futurs en capital et la disponibilité de fonds pour financer l'expansion des services, l'étendue du marché, les fluctuations des prix des marchandises, les fluctuations des prix du carburant, la stratégie d'acquisition, les passifs liés aux acquisitions, l'intégration des entreprises acquises, la dépendance de Newalta à l'égard de la haute direction, les négociations avec les syndicats, la nature des parts de fiducie, la responsabilité illimitée des porteurs de parts, le traitement fiscal de Newalta, le statut de fonds commun de placement de Newalta, les propositions budgétaires gouvernementales et d'autres risques ou facteurs décrits de temps à autre dans les rapports déposés par Newalta auprès des organismes de réglementation.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses et des risques et des incertitudes connus et inconnus, génériques et spécifiques, qui ont une incidence sur la possibilité que les prévisions, les projections et les autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. De nombreux autres facteurs pourraient également faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels diffèrent de façon importante de ce qui est énoncé explicitement ou implicitement dans de telles déclarations prospectives, et les lecteurs sont priés de noter que la liste de facteurs précédente n'est pas exhaustive. Si un ou plusieurs de ces risques ou incertitudes se matérialisent, ou si les hypothèses sous-jacentes aux déclarations prospectives se révèlent inexactes, les résultats réels pourraient différer de façon très importante de ceux qui sont attendus, prévus, projetés, anticipés ou estimés aux présentes. En outre, les déclarations prospectives contenues dans le présent document sont faites à la date de ce dernier et sont présentées expressément sous réserve de cette mise en garde. À moins de stipulation contraire de la loi, Newalta n'a pas l'intention ni n'assume l'obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives.

Le rapport de gestion contient des renvois à certaines mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres fonds ou entités. Ces mesures financières sont indiquées et définies ci-dessous.

Le « BAIIA » est une mesure de la rentabilité de l'exploitation du Fonds. Le BAIIA constitue une indication des résultats générés par les principales activités commerciales du Fonds sans tenir compte de la façon dont ces activités sont financées, de la façon dont les actifs sont amortis et de la façon dont les bénéfices sont imposés dans les divers territoires. Le BAIIA est calculé à partir des données des états consolidés des résultats et des bénéfices accumulés comme suit :

	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
(en milliers de dollars)	2006	2005	2006	2005
Bénéfice net ¹	15 356	14 445	75 565	46 978
Ajouter :				
Impôts exigibles	(229)	419	90	869
Impôts futurs ¹	910	3 998	3 562	8 598
Intérêts débiteurs	2 424	1 319	7 665	3 479
Amortissement et désactualisation ¹	9 977	5 215	34 340	18 960
BAIIA	28 438	25 396	121 222	78 884

1. Inclut le bénéfice avant impôts et amortissement provenant des activités abandonnées de 2 347 \$.

Les « fonds provenant de l'exploitation » sont présentés afin d'aider la direction et les investisseurs à analyser le rendement d'exploitation et le levier financier. Les fonds provenant de l'exploitation tels qu'ils sont présentés ne sont pas censés représenter les flux de trésorerie provenant de l'exploitation pour la période, ni être interprétés comme un substitut du bénéfice net ou d'autres mesures du rendement financier calculées conformément aux PCGR du Canada. Les fonds provenant de l'exploitation sont calculés à partir des données des états consolidés des flux de trésorerie comme suit :

	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
(en milliers de dollars)	2006	2005	2006	2005
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	29 827	24 724	111 963	71 732
Ajouter (déduire) :				
Variation du fonds de roulement	(3 900)	(1 093)	(772)	3 344
Coûts engagés au titre de la mise hors service d'immobilisations	560	196	1 319	236
Fonds provenant de l'exploitation	26 487	23 827	112 510	75 312

L'« encaisse disponible aux fins de la croissance et de la distribution » est utilisée par la direction à titre de complément des fonds provenant de l'exploitation comme mesure des flux de trésorerie et du levier financier. L'objectif visé par cette mesure est de calculer le montant qui est disponible aux fins de la distribution aux porteurs de parts. L'encaisse disponible aux fins de la croissance et de la distribution correspond aux fonds provenant de l'exploitation, moins l'investissement de maintien, les remboursements de capital, les coûts au titre de la mise hors service d'immobilisations et les frais reportés engagés, plus le produit net à la vente d'immobilisations. L'investissement de maintien n'est pas engagé de façon égale au cours de l'exercice. La rubrique intitulée « Situation de trésorerie et sources de financement » du rapport de gestion présente un rapprochement de l'encaisse disponible aux fins de la croissance et de la distribution.

L'« encaisse distribuée » est présentée afin d'aider la direction et les investisseurs à déterminer les sorties de fonds réelles attribuées aux porteurs de parts et à analyser les liquidités. L'encaisse distribuée correspond aux distributions déclarées pour la période plus les distributions à payer au début, moins les distributions à payer à la fin et les distributions réinvesties par les porteurs de parts au cours de la période en vertu du régime de réinvestissements des distributions (le « RRD ») du Fonds au cours de la période.

La « marge nette » est utilisée par la direction aux fins de l'analyse du rendement d'exploitation des divisions. La marge nette telle qu'elle est présentée ne devrait pas être interprétée comme un substitut du bénéfice d'exploitation, ni interprétée comme un substitut du bénéfice net ou d'autres mesures du rendement financier calculées conformément aux PCGR du Canada. La marge nette est calculée à partir des données sectorielles contenues dans les notes complémentaires des états financiers consolidés et correspond aux produits d'exploitation, moins les charges d'exploitation, l'amortissement et la désactualisation.

Le « rendement du capital investi » est utilisé par la direction aux fins de l'analyse du rendement d'exploitation des investissements de la Société dans les immobilisations corporelles et dans les actifs incorporels, et de l'écart d'acquisition.

Le rendement du capital investi est calculé en divisant le BAIIA par la valeur comptable nette moyenne des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition.

Le « rendement des capitaux propres » est utilisé par la direction pour analyser la rentabilité des fonds fournis par les porteurs de parts. Le rendement des capitaux propres est calculé en divisant le bénéfice net par l'avoir moyen des porteurs de parts.

Toutes les références au BAIIA, aux fonds provenant de l'exploitation, à l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions, à l'encaisse distribuée, à la marge nette, au rendement du capital investi et au rendement des capitaux propres dans le présent document répondent aux définitions présentées plus haut.

Le présent rapport de gestion devrait être lu parallèlement i) aux états financiers consolidés du Fonds et aux notes complémentaires s'y rapportant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, ii) aux états financiers consolidés du Fonds et aux notes complémentaires s'y rapportant ainsi qu'au rapport de gestion du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, iii) à la plus récente notice annuelle du Fonds, et iv) aux états financiers intermédiaires consolidés du Fonds et aux notes complémentaires s'y rapportant ainsi qu'aux rapports de gestion du Fonds des trimestres terminés le 31 mars 2006, le 30 juin 2006 et le 30 septembre 2006. Des informations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, ainsi que des données comparatives pour 2005, sont fournies.

Le présent rapport de gestion est daté du 7 mars 2007 et tient compte de l'information disponible jusqu'à cette date.

RÉSULTATS ET POINTS SAILLANTS FINANCIERS

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par part)</i>	Trimestres terminés les 31 décembre <i>(non vérifié)</i>			Exercices terminés les 31 décembre		
	2006	2005	% d'augmentation (de diminution)	2006	2005	% d'augmentation (de diminution)
Produits d'exploitation	122 498	86 663	41	441 041	248 086	78
Bénéfice d'exploitation	16 209	18 862	(14)	76 891	56 445	36
Bénéfice net	15 356	14 445	6	75 565	46 978	61
Par part (\$) – de base	0,42	0,51	(18)	2,14	1,69	27
Par part (\$) – dilué	0,41	0,50	(18)	2,11	1,66	27
Par part (\$) – activités poursuivies	0,42	0,51	(18)	2,10	1,69	24
Par part (\$) – activités abandonnées	(0,00)	–	–	0,04	–	–
BAIIA ¹	28 438	25 396	12	121 222	78 884	54
Fonds provenant de l'exploitation ¹	26 487	23 827	11	112 510	75 312	49
Par part (\$)	0,72	0,83	(13)	3,18	2,71	17
Par part (\$) – activités poursuivies	0,72	0,83	(13)	3,16	2,71	17
Par part (\$) – activités abandonnées	–	–	–	0,02	–	–
Investissement de maintien	4 936	3 284	50	21 078	8 847	138
Encaisse disponible pour la croissance et les distributions ¹	20 924	20 417	2	93 241	67 237	39
Par part (\$)	0,57	0,71	(20)	2,64	2,42	9
Par part (\$) – activités poursuivies	0,57	0,71	(20)	2,54	2,42	5
Distributions déclarées	20 460	13 751	49	75 923	49 602	53
Par part (\$)	0,56	0,48	17	2,14	1,78	20
Encaisse distribuée ¹	18 546	10 333	79	65 355	40 859	60
Acquisitions et investissements de croissance	83 929	73 391	14	286 310	107 813	166
Nombre moyen pondéré de parts en circulation	36 860	28 597	29	35 332	27 800	27
Total des parts en circulation au 31 décembre ¹	36 942	29 055	27	36 942	29 055	27

1. Le 26 janvier 2007, le Fonds a émis 3,0 millions de parts pour un produit brut de 78,3 M\$. À l'heure actuelle, 40 020 544 parts de Newalta sont en circulation.

RENDEMENT GLOBAL

Au cours de l'exercice, Newalta a tiré parti des occasions tant internes qu'externes qui se sont présentées pour accroître son offre de services dans l'ouest du Canada et pour atténuer le risque lié aux prix des marchandises et aux activités de forage grâce à l'agrandissement de son réseau d'installations en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Également en 2006, Newalta s'est concentrée sur l'amélioration de la productivité, les avancées technologiques aux installations existantes et l'intégration des acquisitions. Dans l'ouest du Canada, de solides résultats ont été enregistrés, malgré un ralentissement des activités de forage au quatrième trimestre.

- Les produits d'exploitation ont augmenté de 78 % pour atteindre 441,0 M\$, comparativement à 248,1 M\$ en 2005. Les charges d'exploitation, en pourcentage des produits d'exploitation, ont été portées à 63 %, comparativement à 58 % en 2005. Les frais de vente, généraux et administratifs, en pourcentage des produits d'exploitation, sont demeurés stables à plus ou moins 10 %. Le bénéfice net s'est accru de 61 % pour se chiffrer à 75,6 M\$, comparativement à 47,0 M\$ en 2005.
- Le BAIIA et les fonds provenant de l'exploitation ont augmenté respectivement de 54 % et de 49 %, pour atteindre respectivement 121,2 M\$ et 112,5 M\$.
- En 2006, l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions a augmenté de 39 %, pour atteindre 93,2 M\$ (2,64 \$ par part), comparativement à 67,2 M\$ (2,42 \$ par part) en 2005. Les distributions déclarées ont, par le passé, été ciblées à moins de 80 % de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions. Pour 2006, Newalta a déclaré des distributions de 75,9 M\$, soit 81,4 % de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions. L'encaisse distribuée aux porteurs de parts représente 70 % de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions, soit 65,4 M\$, dont une tranche de 8,5 M\$ de distributions déclarées a été réinvestie par les porteurs de parts dans le Fonds par le biais du régime RRD. Les 30 % restants, ou 27,9 M\$, ont été conservés aux fins des investissements de croissance. Compte tenu de l'incertitude entourant les modifications proposées à la législation fiscale canadienne visant la modification de l'imposition des fiducies de fonds communs de placement, le Fonds prévoit maintenir ses distributions mensuelles à 0,185 \$ par part pour 2007.
- Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 17,3 M\$, pour se chiffrer à 43,0 M\$, comparativement à 25,7 M\$ en 2005. Toutefois, en pourcentage des produits d'exploitation, les frais de vente, généraux et administratifs sont demeurés relativement stables sur douze mois, ce qui est conforme à l'objectif de la direction de maintenir ses frais de vente, généraux et administratifs à 10 % ou moins de ses produits d'exploitation. La hausse des frais de vente, généraux et administratifs découle principalement d'acquisitions menées à terme en 2006 et du renforcement de l'infrastructure de la Société pour permettre de gérer la croissance accrue et de se préparer à la croissance future.
- Les investissements de maintien ont totalisé 21,1 M\$ pour l'exercice, soit une augmentation de 138 % par rapport à 2005. Ce résultat est conforme aux prévisions de la direction pour 2006. Cette hausse est surtout attribuable à l'ajout d'investissements de maintien de 6,3 M\$ pour les acquisitions de l'est du Canada en 2006, ainsi qu'à une utilisation accrue du matériel et à l'entretien continu du matériel acquis à la fin de 2005 pour les champs de pétrole.
- Les acquisitions et investissements de croissance se sont établis à 286,3 M\$ pour l'exercice. Newalta a complété avec succès sept acquisitions en 2006, pour un prix d'acquisition combiné totalisant environ 198,7 M\$. Ces acquisitions ont eu pour effet d'accroître la portée géographique de Newalta au Canada, d'ajouter 600 personnes et 24 installations et de procurer des occasions considérables d'expansion continue du marché. Le total des produits d'exploitation et le total du BAIIA découlant des activités acquises sur douze mois, au moment de l'acquisition, ont atteint respectivement environ 176 M\$ et 37 M\$. Les autres dépenses de 87,6 M\$ ont été affectées à des projets de croissance touchant principalement les champs de pétrole.
- Pour l'exercice, le rendement du capital investi a atteint 22,3 %, et le rendement des capitaux propres s'est établi à 21,3 %; ces pourcentages sont supérieurs à la moyenne des rendements des trois derniers exercices, qui étaient de 21,8 % et de 19,8 %. De plus, ces résultats traduisent la capacité de la direction à favoriser une croissance dynamique tout en améliorant la rentabilité des activités.

Autres points saillants menés à terme et amorcés au cours de l'exercice :

- Le 3 mars 2006, Newalta a émis 7,0 millions de parts de fiducie pour un produit brut de 196,0 M\$. Le produit net de 185,7 M\$ obtenu a servi à rembourser l'encours de la dette aux termes des facilités de crédit.
- À la lumière de la solide rentabilité de la croissance et des saines conditions régnant sur le marché, les distributions mensuelles ont été haussées de 12 % le 11 mai 2006, atteignant 0,185 \$ par part à compter du versement de mai 2006.
- Le budget en immobilisations de Newalta pour 2007 se chiffre à 148 M\$, soit 28 M\$ en investissement de maintien et 120 M\$ en investissement de croissance. Ces fonds seront investis au cours de l'exercice dans des occasions de croissance interne. Il s'agit d'investissements relativement peu risqués procurant de forts rendements qui amélioreront la productivité et accroîtront les services et la part de marché au Canada.
- Le programme de recrutement de Newalta, qui vise à accroître le nombre de personnes talentueuses afin de satisfaire aux demandes de croissance en 2007, est pratiquement terminé et a connu un grand succès. En 2006, environ 410 personnes ont été recrutées, dont 88 % en Alberta.
- L'intégration des récentes acquisitions au Québec et dans les provinces de l'Atlantique est en cours et se passe sans difficulté. Elle devrait être menée à terme d'ici la fin du premier trimestre de 2007. À compter du deuxième trimestre de 2007, ces acquisitions devraient contribuer entièrement au rendement de Newalta.
- Les facilités de crédit de Newalta ont été modifiées à la fin de juin 2006 afin de porter la facilité de crédit à terme prorogeable à 245 M\$ (alors qu'elle était auparavant de 165 M\$), et la facilité d'exploitation prorogeable a été maintenue à 35 M\$, pour des facilités de crédit totales de 280 M\$.
- Le 26 janvier 2007, Newalta a solidifié davantage son bilan au moyen d'un financement par actions duquel elle a tiré un produit brut de 78,3 M\$ par suite de l'émission de 3,0 millions de parts de fiducie. Le produit net d'environ 74,0 M\$ a été affecté au remboursement des fonds empruntés aux termes de la facilité de crédit en vue de mener à terme les acquisitions précédemment annoncées au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, et l'acquisition de Treeline. Après avoir affecté le produit net du financement, environ 127,9 M\$ de la dette étaient impayés en vertu des facilités de crédit à terme prorogeables de Newalta, en date du 28 février 2007. Le montant total non utilisé de la facilité de crédit, soit environ 112,1 M\$ au 28 février 2007, de même que l'encaisse non distribuée disponible pour la croissance et les distributions devraient permettre à Newalta de disposer de ressources financières suffisantes pour poursuivre sa croissance rentable.
- Le 31 octobre 2006, le ministre des Finances du Canada a annoncé certaines propositions qui, si elles sont adoptées, feront en sorte que les distributions versées par les fiducies de fonds communs de placement canadiennes inscrites en Bourse seront imposées, ce qui réduira l'encaisse disponible après impôts aux fins de versement à tous les porteurs de parts de fiducie. À titre de fiducie de fonds communs de placement canadienne existante, il n'est présentement pas prévu que le Fonds soit visé par ces mesures proposées avant janvier 2011. En vertu de la proposition, le traitement fiscal actuel visant les distributions demeurerait en vigueur pendant une période de grâce de quatre ans s'échelonnant jusqu'en 2011. La direction cherche toujours à obtenir une décision anticipée en matière d'impôt en ce qui concerne la réorganisation interne annoncée précédemment, et elle examine l'incidence qu'auraient les mesures proposées sur la réorganisation interne si la décision anticipée était obtenue.
- Compte tenu de la structure actuelle de Newalta et des niveaux projetés de dépenses en immobilisations ainsi que des bénéfices attendus pour 2007, Newalta ne prévoit pas payer d'impôts en espèces en 2007, à l'exception de l'impôt sur le capital provincial. Ces impôts seront exigibles au plus tôt en 2008.

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par part)</i>	2006	2005	2004
Produits d'exploitation ¹	441 041	248 086	178 668
Bénéfice d'exploitation ¹	76 891	56 445	38 744
Bénéfice net	75 565	46 978	36 205
Par part (\$) – de base	2,14	1,69	1,33
Par part (\$) – dilué	2,11	1,66	1,31
Bénéfice net provenant des activités poursuivies	74 080	46 978	36 205
Par part (\$) – activités poursuivies	2,10	1,69	1,33
Par part (\$) – activités abandonnées	0,04	–	–
Fonds provenant de l'exploitation	112 510	75 312	53 794
par part (\$) – de base	3,18	2,71	1,98
par part (\$) – dilué	3,14	2,66	1,95
par part (\$) – activités poursuivies	3,16	2,71	1,98
par part (\$) – activités abandonnées	0,02	–	–
Total de l'actif	802 844	457 646	324 945
Total de la dette à long terme	166 271	107 369	36 617
Distributions déclarées	75 923	49 602	39 659
Distributions déclarées par part	2,14	1,78	1,46

1. Les montants présentés excluent les activités abandonnées.

Les facteurs ayant eu une incidence sur les produits d'exploitation et la rentabilité sont présentés à la rubrique « Résultats d'exploitation ». En 2006, le total de l'actif a augmenté de 345,2 M\$, ou 75 %, principalement en raison des acquisitions et de l'investissement de croissance. En 2006, le total des acquisitions et de l'investissement de croissance s'est établi à 286,3 M\$, comparativement à 107,8 M\$ en 2005 et à 47,9 M\$ en 2004. La dette à long terme a augmenté de 58,9 M\$ en 2006. Les acquisitions et l'investissement de croissance ont été financés par un excédent de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions sur l'encaisse distribuée aux porteurs de parts, l'émission de 7,0 millions de parts pour un produit net de 185,7 M\$ en mars 2006 et des retraits en vertu des facilités de crédit de la Société.

L'information sectorielle est analysée plus en détail à la rubrique « Résultats d'exploitation ».

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour Newalta, l'exercice 2006 a été marqué par le changement. La Société a mené à bien sept acquisitions au cours de l'exercice, lesquelles ont eu pour effet d'accroître considérablement la taille des activités et de positionner Newalta comme une marque nationale, dotée d'un intégré réseau d'activités d'un océan à l'autre. L'acquisition de PSC Industrial Services Canada Inc. (« PSC Canada »), la plus importante de l'histoire de Newalta, a été conclue le 6 janvier 2006, et le prix d'acquisition a totalisé 120,4 M\$. Cette acquisition a permis à Newalta de pénétrer stratégiquement le marché ontarien et lui a procuré une plate-forme de croissance en vue d'accroître son réseau d'installations dans l'est du Canada. Grâce à l'intégration de PSC Canada, qui sera complétée avec succès à la fin du deuxième trimestre, Newalta a acquis des actifs au deuxième semestre de 2006 au Québec et dans les provinces de l'Atlantique et a ainsi pu augmenter son offre de services dans l'ensemble du Canada. L'apport de ces acquisitions, l'expansion des services sur les chantiers et les niveaux d'activités élevés des secteurs du pétrole et du gaz pendant une bonne partie de l'exercice ont donné lieu à une augmentation de 78 % des produits d'exploitation de l'exercice comparativement à 2005.

En 2006, la croissance de la marge nette des secteurs a été de 48 %, atteignant 129,6 M\$, comparativement à 87,5 M\$ en 2005. La rentabilité accrue a résulté des initiatives de croissance, des améliorations de la productivité et des acquisitions ainsi que d'un raffermissement constant du prix des marchandises et du dynamisme des activités de l'industrie pétrolière et gazière.

En décembre 2006, Newalta a réorganisé ses activités entre la division de l'Ouest et la division de l'Est. Dans l'ouest du Canada, Newalta a regroupé les divisions des services industriels et des services aux champs de pétrole, qui forment maintenant la division de l'Ouest, afin de gérer efficacement les coûts, tout en fournissant aux clients des services intégrés, une productivité accrue et des activités homogènes. Les services offerts aux clients des divisions des services industriels et des services aux champs de pétrole sont analogues et vendus à une clientèle similaire. Newalta a regroupé ou éliminé certains postes de haute direction et de vente, pour une plus grande efficacité et une réduction des frais

généraux. La division de l'Ouest comprend maintenant trois unités fonctionnelles : les services aux champs de pétrole, les services sur les chantiers et les services industriels. La division de l'Est comprend maintenant deux unités fonctionnelles : l'Ontario et le Québec/les provinces de l'Atlantique. Les divisions des services sur les chantiers et des services aux champs de pétrole partagent la même clientèle et les services sur les chantiers utilisent les installations des services aux champs de pétrole pour le traitement et l'élimination des déchets. De même, les services industriels partagent la même clientèle que les services aux champs de pétrole et les services sur les chantiers, ce qui a rendu nécessaire le regroupement de ces activités en une seule et même division d'exploitation. En conséquence de l'intégration qui a déjà eu lieu, la direction prévoit qu'à compter du premier trimestre de 2007, elle ne présentera que deux secteurs isolables : la division de l'Ouest et la division de l'Est. Aux fins de la présentation de l'information financière de 2006, trois secteurs isolables seront présentés du fait que le changement ci-dessus n'a eu lieu qu'à la fin de 2006 : services aux champs de pétrole (qui comprennent les unités fonctionnelles des services aux champs de pétrole et des services sur les chantiers), services industriels et services de l'Est (qui comprennent les unités fonctionnelles de l'Ontario et du Québec/des provinces de l'Atlantique).

DIVISION DE L'OUEST

La division de l'Ouest exploite 50 installations dotées de plus de 900 membres du personnel en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan. La division de l'Ouest est exploitée et gérée comme un ensemble intégré de biens reliés à la fourniture d'une vaste gamme de services unifiés de gestion et de recyclage des déchets.

Division des services aux champs de pétrole (y compris les unités fonctionnelles des services aux champs de pétrole et des services sur les chantiers)

L'unité fonctionnelle des services aux champs de pétrole offre une vaste gamme de services conçus expressément pour l'industrie du pétrole et du gaz grâce à un réseau de 31 installations situées dans des régions clés de production de pétrole brut et de gaz naturel de l'ouest du Canada, au moyen de matériel et de services mobiles divers. Les services aux champs de pétrole comptent pour approximativement 51 % des produits d'exploitation de la division de l'Ouest et emploient environ 300 personnes. Les services offerts par le réseau d'installations fixes des services aux champs de pétrole incluent : le traitement des déchets, la récupération du pétrole brut, le recyclage de l'eau, le traitement personnalisé, les opérations de terminal liées aux produits blancs, l'élimination de l'eau, l'enfouissement en caverne de sel et le stockage en caverne de sel et les services sur place. Les services sur place comportent la mobilisation du matériel, de la technologie et des employés dans le but de traiter les déchets sur les sites de production des clients.

L'unité fonctionnelle des services sur les chantiers emploie environ 240 personnes et compte pour approximativement 21 % des produits d'exploitation de la division de l'Ouest. Ces services mobilisent du matériel et du personnel de deux installations et ont recours au réseau des services aux champs de pétrole pour le traitement et l'élimination des déchets. Les services sur les chantiers comprennent l'évaluation du site avant le forage, la gestion des déchets de forage, la centrifugation sur place, la location de matériel de forage, notamment des systèmes de contrôle des solides et des déblais de forage, la vente et la gestion des fluides de forage, la restauration après le forage et l'abandon de puits.

Le rendement des services aux champs de pétrole est touché par les conditions économiques générales dans l'ouest du Canada, de même que par le prix des marchandises et les activités de forage. Pour l'exercice, environ 37 % des produits d'exploitation provenant des services aux champs de pétrole découlaient des frais facturés pour le traitement de divers déchets de champs de pétrole et environ 10 % avaient trait à la vente de pétrole brut récupéré. Le reste des produits d'exploitation provient des divers services fournis par les services aux champs de pétrole.

Les services industriels nouvellement offerts par Newalta dans l'est du Canada lui ont permis de diversifier ses services et de réduire son risque lié aux prix des marchandises et aux activités de forage. Cette diversification a été particulièrement évidente au cours de l'exercice, les services aux champs de pétrole ayant compté pour environ 47 % du total de l'actif de Newalta et ayant généré 57 % des produits d'exploitation de Newalta et 78 % de sa marge nette combinée, comparativement à 67 %, 69 % et 88 %, respectivement, à l'exercice précédent. Le tableau ci-dessous reflète les résultats des services aux champs de pétrole pour les exercices terminés les 31 décembre.

Exercices terminés les 31 décembre (<i>en milliers de dollars</i>)	2006	2005	% de variation
Produits d'exploitation – externes	252 622	170 850	48 %
Produits d'exploitation – internes	3 012	980	207 %
Frais d'exploitation	139 189	83 037	68 %
Amortissement et désactualisation	15 145	11 980	26 %
Marge nette	101 300	76 813	32 %
Marge nette en pourcentage des produits d'exploitation	40 %	45 %	(11) %
Investissement de maintien	10 592	5 980	77 %
Investissement de croissance	41 278	16 690	147 %

L'augmentation des produits d'exploitation tirés des services aux champs de pétrole découle principalement de nouvelles initiatives commerciales au titre des activités sur les chantiers et sur place, en plus de la mise en place de satellites et de partenariats, comptant pour environ 70 % de cette hausse. L'amélioration résiduelle des produits d'exploitation est attribuable aux gains réalisés en ce qui a trait au traitement des déchets et à l'augmentation des ventes de pétrole brut, conformément à la demande accrue à l'égard des services et aux niveaux d'activité élevés de l'industrie. Les ventes plus importantes de pétrole brut ont compté pour 5,4 M\$ des produits d'exploitation additionnels, ou pour 7 % de la croissance totale des produits d'exploitation des services aux champs de pétrole en 2006. Dans l'ensemble, la proportion des produits d'exploitation des services aux champs de pétrole provenant des ventes de pétrole brut a diminué en raison des nouvelles initiatives commerciales, particulièrement en ce qui concerne les services sur les chantiers.

L'unité fonctionnelle des services sur les chantiers a compté pour environ 30 % du total des produits d'exploitation des services aux champs de pétrole en 2006 et comporte les acquisitions résumées dans le tableau suivant.

Date d'acquisition	Actifs acquis de	Emplacement	Prix d'acquisition (\$)	Description des actifs acquis
1 ^{er} juin 2004	Coyote Oilfield Rentals (Alta) Ltd. (« Coyote »)	Alberta	5,1 M	13 membres du personnel et 28 centrifugeuses qui sont louées à des producteurs pétroliers et gaziers dans l'ouest du Canada dans le cadre d'un programme complet de gestion des boues de forage.
1 ^{er} août 2005	WasteCo Environmental Services Ltd. (« WasteCo »)	Alberta, Colombie-Britannique et Saskatchewan	4,0 M ¹	73 membres du personnel offrant une vaste gamme de services de gestion de champs de pétrole et de déchets industriels, y compris le suivi des déchets et la remise en état des chantiers pétroliers. L'entreprise comportait trois installations de traitement des sols, deux installations de stations de transfert et deux exploitations de sites d'enfouissement industriels de catégorie II.
1 ^{er} novembre 2005	GLP Group Inc. (« GLP »)	Alberta	52,9 M ²	118 membres du personnel offrant des services de gestion des déchets sur les chantiers et des services de boues de forage.
1 ^{er} juin 2006	Treeline	Alberta, Colombie-Britannique et Saskatchewan	18,8 M ³	50 membres du personnel à temps plein et 100 conseillers sur les chantiers, offrant des services de gestion des déchets de forage, d'évaluation des sites, de remise en état ainsi que d'abandon de puits, de pipelines et d'installations.
Total des acquisitions des services sur les chantiers			80,8 M	

1. Le prix d'acquisition total de WasteCo était de 8,1 M\$; toutefois la moitié des actifs acquis ont été intégrés à l'unité fonctionnelle des services sur les chantiers de Newalta, et l'autre moitié, à l'unité fonctionnelle des services industriels.
2. Le prix d'acquisition incluait 28,9 M\$ en espèces et 24,0 M\$ en parts de fiducie du Fonds.
3. Le prix d'acquisition incluait 13,8 M\$ en espèces et 5,0 M\$ en parts de fiducie du Fonds.

Dans l'ensemble, les solides résultats des services aux champs de pétrole ont été en partie neutralisés par un recul de la demande de services sur les chantiers, du fait qu'une baisse de 40 % des prix du gaz naturel au quatrième trimestre de 2006 a entraîné le ralentissement des activités de forage de près de 30 % par rapport au quatrième trimestre de 2005.

L'augmentation des frais d'exploitation a dépassé la croissance des produits d'exploitation de 20 % en 2006, principalement en raison de changements apportés à la combinaison des services offerts grâce aux acquisitions et aux nouvelles initiatives d'affaires. Toutefois, en pourcentage des produits d'exploitation, la marge nette n'a diminué que de 11 %. Bien que certaines initiatives d'affaires, comme les services sur les chantiers, dégagent des marges plus faibles en pourcentage des produits d'exploitation, elles se sont traduites par des rendements du capital investi constants et permettent à la division de devenir un fournisseur de services de gestion des déchets complet pour ses clients existants. Pour 2006, les rendements du capital investi des services aux champs de pétrole ont atteint 41 %, ce qui est comparable aux rendements de 2005.

Les ventes de pétrole brut ont crû de 29 % pour atteindre 24,3 M\$ en 2006, comparativement à 18,9 M\$ en 2005. Le volume total de pétrole brut récupéré se chiffrait à 1 475 722 barils contre 1 319 032 barils, ce qui constitue une hausse de 12 % par rapport à 2005. Le volume de pétrole brut vendu au compte de Newalta s'est établi à 406 441 barils par rapport à 341 541 barils en 2005, soit une hausse de 19 %. Le prix par baril vendu pour l'exercice s'est accru de 8 % pour s'établir à un prix moyen de 59,84 \$ par baril, comparativement à un prix moyen de 55,24 \$ par baril en 2005.

L'augmentation des investissements de maintien est directement attribuable à la hausse des niveaux d'activités enregistrée au cours de l'exercice, donnant lieu à une utilisation accrue du matériel comparativement à l'exercice précédent. L'augmentation des investissements de croissance avait surtout trait à des améliorations de la productivité dans plusieurs installations, à des unités de gestion des déchets sur les chantiers et à l'ajout de centrifugeuses.

Selon la direction, tant que le fléchissement des prix des marchandises et des activités de forage se poursuivra, les résultats des services aux champs de pétrole continueront de s'en ressentir en 2007.

Division des services industriels

La division des services industriels recueille des déchets industriels liquides et semi-liquides de même que des déchets automobiles, y compris des huiles de lubrification usées par l'entremise de son réseau d'installations fixes et fournit des services mobiles sur place dans l'Ouest canadien. Une part importante des produits d'exploitation tirés des services industriels provient également du traitement et de l'élimination des déchets des champs pétrolifères. Les services industriels comptent environ 360 employés qui travaillent dans 17 installations en Alberta et en Colombie-Britannique. Les déchets récupérés sont traités afin de fabriquer des produits qui peuvent être revendus, notamment de l'huile de base, des charges d'alimentation de raffinerie, du mazout industriel et des fluides porteurs comme l'huile de forage. Le rendement des services industriels est touché par la conjoncture générale dans l'Ouest canadien ainsi que par le prix des marchandises et les conditions économiques liées aux industries pétrolière, gazière, minière et forestière. Le marché de l'automobile dans lequel sont vendus les produits revendables est habituellement un marché stable puisque les volumes de produits comme les huiles de lubrification ne fluctuent pas beaucoup d'une année à l'autre. Les services industriels ont compté pour 16 % du total de l'actif de Newalta et ont dégagé 22 % du total des produits d'exploitation et 10 % de la marge nette sectorielle combinée de Newalta pour l'exercice (comparativement à 27 %, à 31 % et à 12 % respectivement en 2005).

Le tableau qui suit reflète les résultats de la division des services industriels pour les exercices terminés les 31 décembre.

Exercices terminés les 31 décembre (en milliers de dollars)	2006	2005	% de variation
Produits d'exploitation – externes	97 673	77 236	26 %
Produits d'exploitation – internes	2 389	60	3 882 %
Frais d'exploitation	81 339	61 542	32 %
Amortissement et désactualisation	5 741	5 099	13 %
Marge nette	12 982	10 655	22 %
Marge nette en pourcentage des produits d'exploitation	13 %	14 %	(7) %
Investissement de maintien	3 375	2 068	63 %
Investissement de croissance	6 997	3 440	103 %

L'augmentation de 26 % des produits d'exploitation résulte principalement des activités accrues aux centres de service, le reste étant divisé à parts égales entre la hausse des services de recyclage et de transport du pétrole. Les volumes de déchets reçus aux centres de service ont augmenté de 10 % sur douze mois, stimulés par un accroissement de 27 % des eaux usées reçues et favorisés par la croissance des travaux sur place et des travaux liés aux projets ainsi que par l'expansion des capacités de transport. Les hausses des produits d'exploitation tirés du recyclage du pétrole découlent de l'accroissement des prix et des volumes de produits vendus. Les ventes de produits comptaient pour 39 % du total des produits d'exploitation tirés des services industriels en 2006. La direction a axé ses efforts sur la gestion des coûts et l'intégration pour accroître davantage la rentabilité en 2007. À la fin de 2006, les services industriels ont été intégrés aux services aux champs de pétrole qui, ensemble, constituent maintenant la division de l'Ouest. Des postes de haute direction et de vente ont été fusionnés avec ceux de la division des services aux champs de pétrole, et d'autres ont été éliminés, ce qui devrait réduire considérablement les frais généraux.

L'augmentation de l'investissement de maintien lié aux services industriels avait trait principalement à l'entretien de l'installation de recyclage du pétrole. L'accroissement de l'investissement de croissance se rapportait à l'acquisition de nouvelles centrifugeuses et à la mise à niveau d'installations.

Les rendements des services industriels devraient s'apprécier à mesure que des gains de productivité supplémentaires sont enregistrés, que les frais généraux sont réduits davantage et que les services sont étendus et bien positionnés pour tirer profit des avantages concurrentiels apportés par des gestionnaires chevronnés, un réseau d'installations fixes et d'infrastructures de grande qualité ainsi qu'une vaste gamme de services offerts.

DIVISION DE L'EST

(inclut les unités fonctionnelles de l'Ontario et du Québec/des provinces de l'Atlantique)

La division de l'Est a été créée au moment de l'acquisition de PSC Canada (dont les activités sont exercées en Ontario) en janvier 2006 puis lorsque les activités de Newalta ont été étendues au Québec et aux provinces de l'Atlantique. La division de l'Est offre des services de gestion des déchets industriels et d'autres services environnementaux à des marchés situés dans l'est du Canada au moyen de son réseau intégré d'actifs de grande qualité. Ce réseau possède une décharge à écran d'étanchéité artificielle destinée aux déchets solides non dangereux qui, historiquement, peut traiter environ 500 000 tonnes de déchets par année et qui, en fonction des volumes actuels, a une durée de vie restante estimative de 17 ans. Le réseau de la division comporte également des installations de prétraitement des déchets industriels solides, des installations de transfert et de traitement des déchets industriels, une flotte de véhicules spécialisés et du matériel relatif au transport des déchets et au traitement sur place ainsi qu'un service d'intervention en cas d'urgence. Le rendement de la division de l'Est est tributaire de la conjoncture économique générale dans l'est du Canada et les États américains frontaliers, des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien et des conditions propres aux secteurs de la fabrication et de l'automobile. Plusieurs tendances favorables de l'industrie constituent des occasions de croissance potentielles pour la division de l'Est, notamment le resserrement de la réglementation gouvernementale en matière de traitement des déchets industriels, la rareté des décharges en Ontario et la tendance grandissante visant l'impartition des activités de gestion des déchets.

L'ajout de la division de l'Est a contribué à la diversification des services de Newalta et permet d'atténuer le risque lié aux prix des marchandises et aux activités de forage, ce qui se traduit par des fonds provenant de l'exploitation moins volatils et, par conséquent, des distributions aux porteurs de parts également plus stables. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, la division de l'Est a compté pour environ 32 % du total de l'actif de Newalta et a généré 21 % du total des produits d'exploitation de Newalta ainsi que 12 % de sa marge nette combinée.

Exercice terminé le 31 décembre <i>(en milliers de dollars)</i>	2006
Produits d'exploitation – externes	90 746
Produits d'exploitation – internes	69
Frais d'exploitation	64 131
Amortissement et désactualisation	11 319
Marge nette	15 365
Marge nette en pourcentage des produits d'exploitation	17 %
Investissement de maintien	6 286
Investissement de croissance	20 994

Conformément à la stratégie d'entreprise de Newalta, qui vise à devenir une marque reconnue à l'échelle nationale, la division de l'Est a mis en œuvre une expansion stratégique basée sur six acquisitions réalisées en 2006. Ces acquisitions ont accru les aires de services géographiques de la division de l'Est et son portefeuille de services. Le tableau qui suit donne un bref aperçu de ces acquisitions.

Date d'acquisition	Actifs acquis de	Emplacement	Prix d'acquisition (\$)	Description des actifs acquis
6 janvier 2006	PSC Canada	Ontario	120,4 M	Sept installations, une décharge de déchets industriels et plus de 300 membres du personnel offrant des services de collecte et d'élimination des déchets dans le centre et l'est du Canada.
1 ^{er} août 2006	Norama Industries Inc. (« Norama »)	Québec	10,8 M	Trois installations et 100 membres du personnel offrant des services de nettoyage industriel et des services environnementaux aux raffineries de même qu'aux sociétés pétrochimiques, industrielles et manufacturières.
31 août 2006	Island Waste Management Inc. (« Island Waste »)	St-Jean, Terre-Neuve	5,8 M ¹	Usine de transfert des déchets dont les 17 membres du personnel offrent des services à diverses industries de Terre-Neuve-et-Labrador, notamment des sociétés d'exploitation pétrolière et gazière en mer.
6 octobre 2006	Services Matrec Inc. (« Matrec »)	Québec	30,5 M	Réseau de huit établissements dont les 130 membres du personnel offrent des services de collecte, de traitement et d'élimination des déchets industriels, de traitement du sol et de l'eau et de nettoyage industriel sur place.
1 ^{er} novembre 2006	Solutions Environnementales MPM (« MPM »)	Québec	3,9 M	MPM emploie 17 personnes et offre des solutions environnementales et des services de gestion des déchets industriels aux fabricants d'automobiles et à d'autres entreprises industrielles du Québec.
7 décembre 2006	Matrix Environmental Inc. (« Matrix »)	Dartmouth, Nouvelle-Écosse	8,6 M	50 membres du personnel exploitant des installations à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, et à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, offrant des services de récupération du pétrole et de gestion des déchets industriels aux producteurs pétroliers et gaziers en mer, aux raffineries et aux producteurs de déchets municipaux.
Total des acquisitions de la division de l'Est			180,0 M	

1. Le prix d'acquisition comportait une tranche de 3,9 M\$ en espèces et une tranche de 1,9 M\$ en parts de fiducie du Fonds.

Dans l'ensemble, les catalyseurs des produits d'exploitation pour 2006 ont été les nouvelles acquisitions et les niveaux accrus d'activités à la décharge Stoney Creek. Les activités du Québec et des provinces de l'Atlantique décrites ci-dessus ont aussi fourni un apport de 18 % au total des produits d'exploitation de la division de l'Est pour l'exercice et de 40 % pour le quatrième trimestre. En 2006, les volumes des décharges ont augmenté de 19 % et le prix de vente moyen s'est accru de 5 %, ce qui a donné lieu à une appréciation de 25 % des produits d'exploitation tirés des activités des décharges par rapport à 2005. Le solide rendement des décharges a plus que contrebalancé la baisse des activités des installations ontariennes – causée par des temps d'arrêt prévus aux centres de services de l'Ontario pour mettre en place les projets stratégiques liés aux investissements de croissance – en plus du ralentissement généralisé du marché de l'automobile. L'utilisation des véhicules a aussi reculé légèrement de 2 %, comparativement à 2005, en raison des conditions économiques.

Au deuxième trimestre de 2006, la division de l'Est a vendu les services de nettoyage industriel en usine qui ne correspondaient plus aux orientations stratégiques pour un montant de 3,2 M\$ (moins des frais de cession de 0,3 M\$). Un gain de 1,0 M\$ (après impôts) a été comptabilisé à la cession. Les produits d'exploitation liés aux activités abandonnées se sont chiffrés à 5,4 M\$ en 2006. Un produit de 2,7 M\$ a été reçu à ce jour et le solde est exigible de l'acquéreur en 2007.

Les dépenses en immobilisations de la division de l'Est, à l'exclusion des acquisitions, se sont chiffrées à 27,3 M\$ pour l'exercice. Les dépenses en immobilisations sont axées sur l'amélioration des installations, l'accroissement de la productivité et de l'efficacité et l'expansion du service. Ces investissements devraient fournir à la division un actif suffisant pour lui permettre de continuer à croître en 2007.

Les perspectives pour la division de l'Est demeurent positives. L'intégration des récentes acquisitions au Québec et dans les provinces de l'Atlantique est en cours et la division entame l'exercice 2007 forte de quelque 550 employés travaillant dans 24 établissements situés en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Les priorités de la direction sont axées sur la croissance et l'amélioration du rendement de toutes les installations ainsi que sur la réalisation en temps opportun des projets d'investissement relatifs à la croissance interne.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Exercices terminés les 31 décembre (<i>en milliers de dollars</i>)	2006	2005	% de variation
Frais de vente, généraux et administratifs	42 977	25 663	67 %
En pourcentage des produits d'exploitation	9,7 %	10,3 %	(6) %
Amortissement et désactualisation	34 319	18 960	81 %
En pourcentage des produits d'exploitation	7,8 %	7,6 %	2 %
Intérêts débiteurs	7 665	3 479	120 %
Niveau d'endettement moyen	106 338	57 878	84 %
Taux d'intérêt effectif	7 %	6 %	20 %

L'augmentation des frais de vente, généraux et administratifs découle principalement de l'embauche de personnel pour renforcer l'organisation et pour faire face à la croissance, de même que des acquisitions conclues au cours du dernier exercice. L'objectif de la direction en matière de frais de vente, généraux et administratifs consiste à les maintenir à un pourcentage inférieur ou égal à 10 % des produits d'exploitation. Les résultats du trimestre et sur douze mois au titre des frais de vente, généraux et administratifs sont conformes à cet objectif.

La hausse de l'amortissement est attribuable aux récentes acquisitions et à l'investissement de croissance. La direction s'attend à ce que, en pourcentage des produits d'exploitation, l'amortissement demeure relativement constant.

L'augmentation des intérêts débiteurs s'explique surtout par la hausse des niveaux d'endettement moyens tant pour le trimestre que pour l'exercice par rapport à 2005, jumelée aux taux d'intérêt plus élevés. La hausse du taux d'intérêt effectif découle de l'augmentation des taux d'intérêt comparativement à la période correspondante de 2005. Newalta paie des intérêts en fonction du taux préférentiel établi par son prêteur (qui se fonde sur le taux de la Banque du Canada), majoré d'un pourcentage pouvant varier de 0 % à 2 % suivant le ratio de la dette à long terme sur le BAIIA de Newalta, comme il est défini dans la convention de facilité de crédit. Le taux moyen de la Banque du Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 a été porté à 4,3 % (5,8 % pour le taux préférentiel), soit une hausse de 48 % (hausse de 31 % du taux préférentiel) par rapport à la période correspondante de 2005. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement ».

Une charge d'impôts exigibles de 0,1 M\$ a été enregistrée au cours de l'exercice comparativement à une charge d'impôts exigibles de 0,9 M\$ en 2005. La baisse de la charge découle de l'élimination de l'impôt fédéral des grandes sociétés avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2006. La charge d'impôts exigibles en 2005 était liée à l'impôt des grandes sociétés et à l'impôt sur le capital provincial. Compte tenu de la structure actuelle de Newalta et des niveaux projetés de dépenses en immobilisations et des bénéfices attendus, Newalta ne prévoit pas payer d'impôts en espèces en 2007, à l'exception de l'impôt sur le capital provincial. Les impôts seront exigibles au plus tôt en 2008. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôts futurs a diminué de 5,9 M\$ pour s'établir à 2,7 M\$ en 2006. La diminution est attribuable à la réduction des taux d'imposition provinciaux et fédéraux futurs, lesquels ont été partiellement contrebalancés par la charge d'impôts futurs liée à une augmentation des bénéfices de l'exercice considéré. Se reporter à la rubrique « Estimations comptables cruciales – impôts futurs » du présent rapport de gestion pour une description des risques liés aux récentes annonces du gouvernement fédéral portant sur les propositions visant à imposer les distributions avant leur distribution.

Au 7 mars 2007, il y avait 40 020 544 parts de fiducie en circulation et des droits en circulation visant l'acquisition d'un maximum de 1 845 850 parts de fiducie.

Sommaire des résultats trimestriels

<i>(en milliers de dollars, sauf les données par part) (non vérifié)</i>	2006								2005
	T4	T3	T2	T1 ¹	T4	T3	T2	T1	
Produits d'exploitation	122 498	120 297	96 082	102 164	86 663	65 900	47 036	48 487	
Bénéfice d'exploitation	16 209	24 846	14 363	21 473	18 862	17 894	8 674	11 015	
Bénéfice net	15 356	20 136	22 685	17 388	14 445	14 394	8 344	9 795	
Activités poursuivies	15 528	20 136	21 213	17 203	14 445	14 394	8 344	9 795	
Activités abandonnées	(172)	–	1 472	185	–	–	–	–	
Bénéfice par part (\$)	0,42	0,55	0,62	0,56	0,51	0,52	0,30	0,36	
Activités poursuivies	0,42	0,55	0,58	0,55	0,51	0,52	0,30	0,36	
Activités abandonnées	(0,00)	–	0,04	0,01	–	–	–	–	
Bénéfice dilué par part (\$)	0,41	0,54	0,61	0,54	0,50	0,51	0,30	0,35	
Activités poursuivies	0,41	0,54	0,57	0,53	0,50	0,51	0,30	0,35	
Activités abandonnées	(0,00)	–	0,04	0,01	–	–	–	–	
Nombre moyen pondéré de parts									
– de base	36 860	36 734	36 381	31 291	28 597	27 715	27 574	27 343	
Nombre moyen pondéré de parts									
– dilué	37 282	37 279	37 000	31 917	29 066	28 190	28 028	27 910	

1. Les résultats du premier trimestre de 2006 ont été retraités par rapport à ce qui avait été présenté au premier trimestre de 2006 afin de refléter le reclassement des activités des services de nettoyage industriel en usine dans les activités abandonnées.

Le rendement trimestriel des deux premiers trimestres de 2005 a été relativement conforme aux variations saisonnières décrites ci-après. Les augmentations des produits d'exploitation, du bénéfice d'exploitation et du bénéfice net au troisième et au quatrième trimestres de 2005 découlaient principalement de la croissance des services aux champs de pétrole. Les deux tiers de la croissance des produits d'exploitation des services aux champs de pétrole étaient attribuables à l'acquisition des actifs de GLP Group Inc. et de WasteCo Environmental Services Ltd. et à la croissance des services sur place, des satellites et des partenariats, conformément aux investissements réalisés à l'égard de ces services en 2004 et en 2005. La croissance additionnelle des produits d'exploitation découlait des niveaux d'activité élevés et de la forte demande à l'endroit des services, ce qui s'est traduit par des augmentations des volumes de déchets traités et la hausse des ventes de pétrole brut. Dans la dernière partie de l'exercice 2005, le bénéfice d'exploitation, exprimé en pourcentage des produits d'exploitation, a diminué, en raison surtout des changements de la composition de l'entreprise découlant de l'expansion des services sur les chantiers.

En 2006, le rendement du premier et du deuxième trimestres a augmenté en raison principalement de la forte demande continue à l'égard des services aux champs de pétrole ainsi que de l'acquisition de PSC Canada. L'acquisition de PSC Canada a permis l'ajout de produits d'exploitation d'environ 20 M\$ à chaque trimestre. La diminution nette des produits d'exploitation et du bénéfice d'exploitation entre le premier et le deuxième trimestres de 2006 reflète principalement le caractère saisonnier du marché des services aux champs de pétrole et les niveaux d'activité de l'industrie. Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2006 a profité de l'incidence positive d'une économie d'impôts futurs nette de 6,7 M\$ découlant de la diminution des taux d'imposition fédéraux et provinciaux futurs. L'augmentation du nombre moyen pondéré de parts de fiducie au cours du même trimestre était principalement attribuable aux 7,0 millions de parts de

fiducie émises dans le cadre du financement par actions réalisé en mars 2006. Le bénéfice net du quatrième trimestre a diminué par rapport à celui du troisième trimestre, principalement en raison de l'affaiblissement des conditions économiques des secteurs pétrolier et gazier, ce qui a eu une incidence négative sur les produits d'exploitation et la rentabilité du secteur des services aux champs de pétrole. Le recul des produits d'exploitation des services aux champs de pétrole a été plus que contrebalancé par les récentes acquisitions stratégiques dans l'est du Canada.

Caractère saisonnier des activités

Les conditions météorologiques, les prix des marchandises, la demande du marché et les dépenses en immobilisations ainsi que les acquisitions, entre autres, sont autant de facteurs qui ont une incidence sur le rendement trimestriel. La capacité à transporter les déchets dépend des conditions météorologiques. Au cours des mois d'hiver, la capacité à fournir divers services sur place ou à transporter certains liquides peut être limitée par le gel. Ainsi, le premier trimestre est généralement le trimestre le plus faible pour les services industriels et la division de l'Est. En ce qui concerne les services aux champs de pétrole, le sol gelé des mois d'hiver tend à constituer un environnement optimal pour les activités de forage. Par conséquent, les services aux champs de pétrole enregistrent habituellement des résultats solides au premier trimestre. Avec le retour de températures plus clémentes au printemps, le gel de l'hiver se retire du sol, ce qui fait en sorte que de nombreuses routes secondaires ne sont pas en mesure de soutenir le poids du matériel lourd jusqu'à ce qu'elles soient complètement asséchées. Les interdictions de circuler, qui sont généralement imposées au printemps, limitent le transport des déchets, ce qui réduit la demande à l'égard des services aux champs de pétrole; en règle générale, le deuxième trimestre s'avère donc le plus faible de l'exercice pour les services aux champs de pétrole. Le troisième trimestre est habituellement celui qui affiche les meilleurs résultats pour toutes les divisions en raison des conditions météorologiques favorables et du caractère cyclique du marché. Les acquisitions et l'investissement de croissance effectués au premier semestre de l'exercice auront tendance à renforcer le rendement financier du deuxième semestre. Les produits d'exploitation du premier trimestre ont varié de 20 % à 26 % des produits d'exploitation de fin d'exercice et s'établissent généralement à environ 24 %. Les produits d'exploitation du deuxième trimestre se chiffrent en moyenne entre 20 % et 23 %. Les produits d'exploitation du troisième trimestre ont varié de 26 % à 31 % et correspondent habituellement à environ 27 % des totaux de fin d'exercice. Les produits d'exploitation du quatrième trimestre s'établissent également en moyenne à environ 27 % et ont varié de 24 % à 30 %. En 2006, les produits d'exploitation trimestriels exprimés en pourcentage du total des produits d'exploitation de fin d'exercice, se sont établis à 23 % au premier trimestre, à 22 % au deuxième trimestre, à 27 % au troisième trimestre et à 28 % au quatrième trimestre.

L'encaisse distribuable provenant de l'exploitation est touchée directement par l'investissement de maintien, qui n'est pas engagé de façon égale au cours de l'exercice. Pour 2006, l'investissement de maintien devrait être engagé comme suit : environ 9 % au premier trimestre, 30 % au deuxième trimestre, 38 % au troisième trimestre et 23 % au quatrième trimestre.

Les résultats financiers trimestriels ont été préparés par la direction conformément aux PCGR du Canada, comme il est présenté dans les états financiers consolidés annuels.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

L'expression situation de trésorerie correspond à la rapidité et à la facilité avec laquelle un actif peut être converti en espèces. Le risque de liquidité du Fonds provient de ses exigences quotidiennes générales en matière de liquidités et de la gestion de ses actifs, passifs et ressources en capital. Le risque de liquidité est géré en fonction du levier financier de Newalta de manière à satisfaire à ses obligations et engagements de manière harmonieuse.

Le fonds de roulement net du Fonds s'est établi à 36,1 M\$ au 31 décembre 2006, comparativement à 47,2 M\$ au 30 septembre 2006, et à 27,3 M\$ au 31 décembre 2005. Compte tenu du niveau actuel des activités, le fonds de roulement de 36,1 M\$ devrait suffire à respecter les engagements en cours et les exigences au chapitre de l'exploitation de la Société. Les risques de crédit liés aux débiteurs sont jugés normaux pour l'industrie. Une mesure dont se sert le Fonds pour évaluer les liquidités est le ratio de liquidité générale, soit le ratio de l'actif total à court terme sur le passif total à court terme. Au 31 décembre 2006, le ratio de liquidité générale indiquait que Newalta disposait de suffisamment d'actifs (1,4 fois) pour couvrir son passif à court terme. (Au 30 septembre 2006, le ratio était de 1,6 et au 31 décembre 2005, de 1,5). Ce ratio excède l'exigence minimale de la clause restrictive de la banque de Newalta, qui est de 1,20 :1.

Les besoins de liquidités du Fonds peuvent être comblés de diverses manières : fonds provenant de l'exploitation, emprunts à court et à long terme sur les facilités de crédit de Newalta et émission de parts de fiducie non émises. Les fonds de Newalta sont principalement affectés aux charges d'exploitation et aux frais administratifs, aux investissements de maintien et de croissance, aux distributions et aux acquisitions.

Le tableau qui suit indique que le Fonds affecte les fonds provenant de l'exploitation au financement de ses investissements de maintien et obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. La direction voit le reste comme le montant d'encaisse disponible pour les investissements de croissance et les distributions. Le deuxième tableau présente une comparaison de l'encaisse distribuée et payable par rapport aux fonds provenant de l'exploitation et au bénéfice net.

Exercices terminés les 31 décembre (<i>en milliers de dollars</i>)	2006	2005
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	111 963	71 732
Ajouter (déduire) :		
Variation du fonds de roulement	(772)	3 344
Coûts de mise hors service d'immobilisations engagés	1 319	236
Fonds provenant de l'exploitation (A)	112 510	75 312
Moins :		
Investissement de croissance	(21 078)	(8 847)
Règlements des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(1 319)	(236)
Produit de la vente d'immobilisations	454	1 008
Produit de la cession d'activités abandonnées	2 674	–
Encaisse disponible pour la croissance et la distribution (B)	93 241	67 237
Encaisse distribuée (C)	(65 355)	(40 859)
Encaisse excédentaire	27 886	26 378
(C) / (A)	58 %	54 %
(C) / (B)	70 %	61 %

Sur une base unitaire, Newalta a déclaré des distributions de 0,165 \$ aux porteurs de parts entre janvier et avril 2006. À la lumière de la solide rentabilité de la croissance et des saines conditions régnant sur le marché, les distributions mensuelles pour le reste de l'exercice ont été augmentées de 12 %, atteignant 0,185 \$ par part pour un total de distributions déclarées de 2,14 \$ pour l'exercice (2,22 \$ annuellement en fonction d'une distribution par part par mois de 0,185 \$).

Exercices terminés les 31 décembre (<i>en milliers de dollars</i>)	2006	2005	2004
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	111 963	71 732	49 718
Distributions déclarées	(75 923)	(49 602)	(39 659)
Encaisse excédentaire	36 040	22 130	10 059
Bénéfice net	75 565	46 978	36 205
Distributions déclarées	(75 923)	(49 602)	(39 659)
Manque à gagner – bénéfice net	(358)	(2 624)	(3 454)

Le ratio de l'encaisse distribuée en pourcentage de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions s'est établi à 70 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, comparativement à 61 % pour la période correspondante de 2005. L'augmentation de ce ratio est attribuable à la hausse des distributions mensuelles, à l'émission de 7,0 millions de parts suivant le financement par capitaux propres de mars 2006, de même qu'à une augmentation de 138 % de l'investissement de maintien en 2006, comparativement à l'exercice précédent.

Les distributions déclarées ont, par le passé, été ciblées à moins de 80 % de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions. Pour 2006, Newalta a déclaré des distributions de 75,9 M\$, soit 81,4 % de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions. L'encaisse distribuée en 2006 s'est chiffrée à 65,4 M\$ (ce qui représente 70 % de l'encaisse disponible pour la croissance et les distributions), dont une tranche de 8,5 M\$ de distributions déclarées a été réinvestie par les porteurs de parts dans le Fonds par le biais du régime RRD. Compte tenu de l'incertitude entourant les modifications proposées à la législation fiscale canadienne visant la modification de l'imposition des fiducies de fonds communs de placement, le Fonds prévoit maintenir ses distributions mensuelles à 0,185 \$ par part pour 2007.

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation ont été de beaucoup supérieurs aux distributions déclarées pour 2006, 2005 et 2004. L'encaisse excédentaire découlant des flux de trésorerie provenant de l'exploitation a été réinvestie de manière à financer en partie les investissements de maintien et de croissance de Newalta. De plus, les flux de trésorerie provenant de l'exploitation n'incluent pas les autres produits en espèces obtenus de la cession d'actifs de 3,2 M\$ ni les 8,5 M\$ de distributions versées qui ont été réinvesties par les porteurs de parts dans le Fonds par le biais du RRD. Le Fonds a émis 306 960 parts de fiducie par le biais du RRD en 2006. Le RRD permet aux porteurs de parts de fiducie admissibles du Fonds de réinvestir leurs distributions mensuelles en espèces afin de faire l'acquisition de parts de fiducie additionnelles à un prix d'achat net équivalant à 95 % du cours moyen du marché tel qu'il est défini dans le RRD. Le bénéfice net pour 2006 est légèrement inférieur aux distributions déclarées comparativement à un manque à gagner de 2,6 M\$ en 2005. La marge bénéficiaire nette par rapport aux distributions déclarées est inférieure aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation surtout en raison de l'amortissement hors trésorerie associé aux actifs à long terme.

Les dépenses en immobilisations sont en partie financées au moyen de l'encaisse excédentaire provenant de l'exploitation, et le reste, au moyen des facilités de crédit existantes de la Société. Au cours de l'exercice, Newalta a dépensé 87,6 M\$ au titre de l'investissement de croissance et 198,7 M\$ au titre des dépenses liées aux acquisitions. Les dépenses liées aux acquisitions ont été remboursées au moyen d'une contrepartie en espèces de 191,8 M\$ (dont une tranche de 7,2 M\$ a été remboursée en 2005), et de parts de fiducie totalisant 6,9 M\$. La portion en espèces a été financée au moyen des facilités de crédit de Newalta. Une tranche de la dette bancaire a été remboursée en mars 2006 au moyen de l'émission de 7,0 millions de parts de fiducie pour un produit net de 185,7 M\$. Le tableau qui suit présente les dépenses en immobilisations et les exigences de financement en espèces, montant net pour l'exercice.

<i>(en milliers de dollars)</i>	2006	2005
Investissement de croissance	87 567	29 519
Acquisitions	198 743	78 294
Total des acquisitions et de l'investissement de croissance	286 310	107 813
Investissement de maintien	21 078	8 847
Total des dépenses en immobilisations	307 388	116 660
Produit de la cession d'immobilisations	(454)	(1 008)
Produit de la cession d'activités abandonnées	(2 674)	–
Exigences de financement des dépenses en immobilisations, montant net	304 260	115 652

La convention de facilité de crédit de Newalta a été prorogée jusqu'au 29 juin 2007 en vertu de l'examen annuel mené à terme le 30 juin 2006. La facilité de crédit modifiée comprend une facilité d'exploitation prorogeable de 35,0 M\$ pour les besoins en fonds de roulement (comme dans la convention antérieure) et une facilité de crédit à terme prorogeable de 245,0 M\$ (auparavant de 165,0 M\$) pour financer l'investissement de croissance, les dépenses liées aux acquisitions et les lettres de crédit. Les facilités d'exploitation et les facilités de crédit à terme sont assujetties à un examen et à une prorogation annuellement. Une prorogation est prévue, mais si elle n'est pas octroyée, les remboursements de capital ne commenceraient pas avant mai 2008 pour la facilité d'exploitation et avant août 2008 pour la facilité à terme prorogeable.

À la fin de l'exercice, le Fonds avait une facilité de crédit non utilisée de 75,4 M\$. Suivant la fin de l'exercice, le Fonds a mené à terme un financement par actions, émettant 3,0 millions de parts de fiducie pour un produit net de 74,0 M\$. Le produit net du financement a servi à rembourser les fonds empruntés sur la facilité de crédit pour procéder aux acquisitions au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, et à l'acquisition de Treeline. Après l'application du produit net du financement, au 28 février 2007, environ 127,9 M\$ de la dette étaient impayés aux termes des facilités à terme prorogeables et renouvelables de Newalta. Les dépenses en immobilisations de Newalta prévues au budget pour 2007 s'établissent à 148,0 M\$, soit 28,0 M\$ pour l'investissement de maintien et 120,0 M\$ pour l'investissement de croissance destiné à des occasions de croissance interne.

Newalta est aussi tenue de déposer auprès de divers organismes de réglementation environnementale soit des lettres de crédit, soit des cautionnements, pour garantir la satisfaction à des éventuelles obligations liées à la mise hors service d'immobilisations des installations. Ces lettres de crédit ou cautionnements ne seront encaissés que si Newalta ne respecte pas son obligation de remettre les terrains dans un état acceptable pour ces organismes. Au 31 décembre 2006, les lettres de crédit et cautionnements fournis à titre de garantie financière aux tiers totalisaient 49,9 M\$. De ce montant, une tranche de 38,4 M\$ est engagée aux termes de la facilité de crédit de la Société, qui fournit un apport de

55,0 M\$ aux lettres de crédit dans le cadre de la facilité de crédit à terme prorogeable de 245,0 M\$. Les cautionnements n'ont pas à être portés en déduction du montant d'emprunt disponible en vertu de la facilité de crédit.

Newalta ne peut déclarer des distributions ni distribuer des montants en espèces si la Société ne respecte pas les clauses restrictives aux termes de sa facilité de crédit. Le rendement financier actuel est de beaucoup supérieur à ce qui est demandé dans les clauses concernant les ratios financiers en vertu de la facilité de crédit, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Ratio	31 décembre 2006	Seuil
Ratio de liquidité générale ¹	1,37 :1	1,20 :1 minimum
Ratio de la dette à long terme sur le BAIIA ²	1,25 :1	2,25 :1 maximum
Total du ratio de couverture du service de la dette ³	4,44 :1	1,00 :1 minimum

- 1. Le ratio de liquidité générale correspond au ratio de l'actif à court terme consolidé sur le passif à court terme net consolidé (excluant la tranche à court terme de la dette à long terme et les contrats de location-acquisition, le cas échéant).*
- 2. Le ratio de la dette à long terme sur le BAIIA correspond au ratio de la dette à long terme consolidée sur l'ensemble du BAIIA sur les douze derniers mois. La dette à long terme correspond aux emprunts à long terme et aux contrats de location-acquisition et inclut toute tranche à court terme, mais exclut les impôts futurs et les frais de restauration des lieux. Le BAIIA correspond au BAIIA sur douze mois du Fonds qui est normalisé pour tenir compte des acquisitions réalisées au cours de la période visée et exclut les cessions comme si elles avaient eu lieu au début de la période de douze mois.*
- 3. Le total du ratio de couverture du service de la dette correspond, sur une base consolidée et pour les six trimestres les plus récents, au ratio : i) du BAIIA moins les dépenses en immobilisations en excédent du produit net des parts de fiducie émises pour la période, les distributions versées aux porteurs de parts du Fonds et les impôts en espèces versés; ii) de l'ensemble de tous les versements de capital prévus, de tous les paiements exigibles en vertu des contrats de location-acquisition et des frais d'intérêt de la période visée.*

Le tableau suivant présente les obligations contractuelles du Fonds et les paiements dus par le Fonds en fonction des modalités de la facilité de crédit au 31 décembre 2006 en supposant qu'elle ne sera pas renouvelée.

	Total	Moins de un an	1 an à 3 ans	4 à 5 ans	Par la suite
Baux de bureaux	60 759	4 932	18 657	10 024	27 146
Contrats de location-exploitation	16 677	4 985	10 230	1 462	–
Baux de surface	7 198	1 022	3 183	2 224	769
Dette à long terme	166 271	–	166 271	–	–
Total des obligations	250 905	10 939	198 341	13 710	27 915

La tranche à court terme la plus importante de l'obligation à long terme du Fonds se compose de ses baux de bureaux, dont les durées varient de 5 à 12 ans. Les montants ci-dessus ne comprennent pas la réduction prévue des obligations locatives existantes par suite de la conclusion des conventions de sous-location proposées. Au 31 décembre 2006, le coût total estimatif futur de la mise hors service d'immobilisations s'établissait à 9,8 G\$. La valeur actualisée nette de ce montant, soit 18,5 M\$, a été comptabilisée au bilan consolidé au 31 décembre 2006. La majorité des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations non actualisées ont trait à la décharge de Stoney Creek, en Ontario, et devraient être engagées au cours des 300 prochaines années. À l'exception de la décharge de Stoney Creek, les coûts futurs totaux sont de 15,3 M\$.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Actuellement, Newalta n'a aucun arrangement hors bilan.

OPÉRATIONS CONCLUES AVEC LES APPARENTÉS

Bennett Jones LLP fournit des services juridiques à Newalta. M. Vance Milligan, fiduciaire et secrétaire du Fonds, est un associé du cabinet d'avocats Bennett Jones LLP et participe à la prestation et à la gestion des services juridiques fournis par Bennett Jones LLP à Newalta. Le montant total de ces services juridiques pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 était de 0,8 M\$ (0,6 M\$ en 2005).

Newalta assure la prestation de services aux champs de pétrole à Paramount Resources Ltd., une société pétrolière et gazière. M. Clayton Riddell, fiduciaire et président du conseil d'administration du Fonds, est président directeur général de Paramount Resources Ltd. Les produits d'exploitation réalisés relativement aux services fournis par Newalta à Paramount Resources Ltd. pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006 étaient de 1,7 M\$ (0,6 M\$ en 2005).

Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités selon des modalités semblables à celles des opérations conclues avec des non-apparentés. Elles sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond au montant de la contrepartie déterminé par les apparentés et dont ils ont convenu.

QUATRIÈME TRIMESTRE

2006	Division des services aux champs de pétrole	Division des services industriels	Division de l'Est	Données inter-sectorielles	Éléments non répartis ²	Total des données consolidées
Produits d'exploitation externes	64 316	26 370	31 812	–	–	122 498
Produits d'exploitation intersectoriels ¹	1 891	632	69	(2 592)	–	–
Charges d'exploitation	39 963	22 017	22 903	(2 592)	–	82 291
Amortissement et désactualisation	4 180	1 523	3 598	–	676	9 977
Marge nette	22 064	3 462	5 380	–	(676)	30 230
Frais de vente, généraux et administratifs	–	–	–	–	11 597	11 597
Intérêts débiteurs	–	–	–	–	2 424	2 424
Bénéfice d'exploitation – activités poursuivies	22 064	3 462	5 380	–	(14 697)	16 209
Bénéfice d'exploitation – activités abandonnées	–	–	(172)	–	–	(172)
Dépenses en immobilisations ³	19 324	4 457	56 577	–	8 520	88 878
Écart d'acquisition	53 831	1 130	35 117	–	–	90 078
Total de l'actif	376 959	132 370	255 449	–	38 066	802 844

2005	Division des services aux champs de pétrole	Division des services industriels	Division de l'Est	Données inter-sectorielles	Éléments non répartis ²	Total des données consolidées
Produits d'exploitation externes	63 469	23 194	–	–	–	86 663
Produits d'exploitation intersectoriels ¹	354	44	–	(398)	–	–
Charges d'exploitation	33 290	19 601	–	(398)	–	52 493
Amortissement et désactualisation	3 708	1 159	–	–	348	5 215
Marge nette	26 825	2 478	–	–	(348)	28 955
Frais de vente, généraux et administratifs	–	–	–	–	8 774	8 774
Intérêts débiteurs	–	–	–	–	1 319	1 319
Bénéfice d'exploitation	26 825	2 478	–	–	(10 441)	18 862
Dépenses en immobilisations ³	68 739	3 343	–	–	4 593	76 675
Écart d'acquisition	34 182	1 130	–	–	–	35 312
Total de l'actif	305 986	123 517	–	–	28 143	457 646

1. Les produits d'exploitation intersectoriels sont inscrits à la valeur de marché, déduction faite des coûts liés aux services aux clients externes.
2. La direction ne répartit pas les frais de vente, généraux et administratifs, les impôts et les intérêts débiteurs dans l'analyse sectorielle.
3. Inclut les ajouts d'immobilisations et les prix des acquisitions.

RENDEMENT GLOBAL

L'expansion dans l'est du Canada, par l'entremise de trois acquisitions d'actifs, a contribué aux solides résultats du quatrième trimestre de Newalta. Les produits d'exploitation au quatrième trimestre ont grimpé de 41 % pour atteindre 122,5 M\$ comparativement à la période correspondante de 2005. Le bénéfice d'exploitation a diminué de 14 % pour se chiffrer à 16,2 M\$, et le bénéfice net s'est accru de 6 %, principalement en raison d'un recul marqué des activités de forage au quatrième trimestre, qui a eu un effet négatif sur les activités pétrolières de Newalta, notamment sur les services sur les chantiers. Les secteurs d'exploitation ont dégagé, sur une base combinée, une marge nette totale de 30,9 M\$, soit une hausse de 5 % par rapport aux 29,3 M\$ de 2005. La division de l'Est a fourni un apport de 5,4 M\$ à la marge nette et les services industriels ont fourni un apport supplémentaire de 1,0 M\$ à la marge nette par rapport à l'exercice précédent, alors que les services aux champs de pétrole ont affiché une baisse de 4,8 M\$. Les initiatives de l'entreprise mises en œuvre au cours de l'exercice, incluant l'investissement de croissance, les acquisitions et l'utilisation accrue des actifs opérationnels, ont considérablement contribué à ces résultats. La division de l'Est a mené la croissance des produits d'exploitation grâce à un apport de 31,8 M\$, soit 89 %, de la croissance des produits d'exploitation comparativement au quatrième trimestre de 2005. La division des services industriels a fourni un apport de 3,2 M\$ à la croissance des produits d'exploitation, alors que les produits d'exploitation tirés des services aux champs de pétrole ont été sensiblement les mêmes que ceux du quatrième trimestre de l'exercice précédent.

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 2,8 M\$ pour se chiffrer à 11,6 M\$. En pourcentage des produits d'exploitation, les frais de vente, généraux et administratifs ont toutefois diminué pour s'établir à 9,5 %, comparativement à 10,1 % pour le quatrième trimestre de 2005. L'augmentation des coûts est liée aux salaires et aux frais connexes liés aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice. En 2006, environ 1 000 nouveaux employés se sont joints à Newalta grâce aux acquisitions et à la croissance. En pourcentage des produits d'exploitation, les frais de vente, généraux et administratifs sont demeurés conformes à l'objectif de la direction, soit de s'établir à 10 % ou moins des produits d'exploitation.

Pour le trimestre, l'investissement de maintien s'est établi à 4,9 M\$, comparativement à 3,3 M\$ en 2005, et l'investissement de croissance, à 45,7 M\$. Un investissement de croissance de 12,5 M\$ a été effectué dans la division de l'Est, lequel était axé sur l'amélioration de la productivité et de l'efficacité des installations, et sur l'augmentation des services. L'investissement de croissance des services aux champs de pétrole de 21,9 M\$ a été affecté à l'expansion de déblais de forage, à des valorisations, à l'acquisition de centrifugeuses, à l'accroissement des capacités de traitement des déchets des installations existantes, à la valorisation des installations et à la construction d'une nouvelle décharge. Les services industriels et le siège social ont chacun affecté un montant de 3,1 M\$ et de 8,2 M\$, respectivement, à l'investissement de croissance pour la mise en œuvre d'un nouveau système d'information et pour des améliorations locatives.

DIVISION DE L'OUEST

Les produits d'exploitation des services aux champs de pétrole se rapprochent de ceux enregistrés au quatrième trimestre de 2005, malgré les effets d'une baisse de 40 % du prix du gaz naturel AECO, découlant d'une diminution des taux d'utilisation des activités de forage qui ont atteint 56 % en 2006, comparativement à 82 % pour la même période en 2005. Cette baisse d'activité a donné lieu à un plus faible volume de déchets traités et à un recul important des services sur les chantiers.

La marge nette des services aux champs de pétrole a diminué de 4,8 M\$ pour atteindre 22,1 M\$. De ce montant, une tranche de 2,4 M\$ s'applique à l'unité fonctionnelle des services sur les chantiers, dont les niveaux d'utilisation des déblais de forage et des services de contrôle des solides ont diminué, passant de 90 % en 2005 à 40 %. La marge nette de l'unité fonctionnelle des services aux champs de pétrole a baissé légèrement de 1,5 M\$ en raison du ralentissement des activités et du recul du prix du pétrole brut. L'acquisition de Treeline au deuxième trimestre de 2006 a aidé à contrebalancer cette baisse en fournissant un apport de 8,5 M\$ aux produits d'exploitation au quatrième trimestre.

Le volume total de pétrole brut récupéré au quatrième trimestre s'est établi à 347 372 barils, comparativement à 432 142 barils en 2005, soit un recul de 20 %. Les ventes de pétrole brut récupéré ont diminué pour atteindre 5,1 M\$ comparativement à 5,5 M\$ en 2005, ce qui représente une baisse de 0,4 M\$. Le volume de pétrole brut récupéré vendu au compte de Newalta s'est établi à 99 602 barils comparativement à 97 923 barils en 2005, soit une augmentation de 2 %. Les prix moyens du pétrole brut ont reculé pour atteindre 51,44 \$ le baril comparativement à 56,06 \$ le baril au quatrième trimestre de 2005, surtout en raison de la vigueur du dollar canadien et de l'écart de prix plus grand entre le pétrole brut léger et le pétrole brut moyen et lourd.

Les produits d'exploitation des services industriels ont crû de 14 % pour atteindre 26,4 M\$, et la marge nette a augmenté de 40 % pour se chiffrer à 3,5 M\$, comparativement à 23,2 M\$ et à 2,5 M\$, respectivement, en 2005. L'augmentation des produits d'exploitation est surtout attribuable à la hausse des produits d'exploitation tirés du recyclage, qui découle de l'appréciation de l'établissement des prix des produits, qui a crû de 4 %, et des volumes de vente, qui ont grimpé de 23 %.

Les frais administratifs de la division de l'Ouest dans son ensemble ont augmenté de 0,6 \$ en raison de la croissance des activités.

DIVISION DE L'EST

La division de l'Est est celle qui a fourni l'apport le plus important à la croissance de Newalta au quatrième trimestre, affichant des produits d'exploitation de 31,8 M\$ et une marge nette de 5,4 M\$. La division de l'Est est une nouvelle division en 2006 et elle continue à croître grâce aux trois acquisitions menées à terme au quatrième trimestre. Newalta a acquis certains actifs de Matrec le 6 octobre 2006 en contrepartie de 30,5 M\$, ainsi que les actifs de MPM et de Matrix le 1^{er} novembre 2006 et le 7 décembre 2006, respectivement, pour un prix d'achat total de 12,4 M\$. Ces acquisitions ont accru le réseau d'installations de Newalta à l'échelle nationale, qui s'étend maintenant à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et qui inclut d'autres installations au Québec. De plus, les activités à la décharge

Stoney Creek, située en Ontario, ont continué d'être dynamiques au quatrième trimestre, affichant une progression de 22 % de ses produits d'exploitation comparativement à la période correspondante de 2005. L'apport des produits d'exploitation de la décharge a contrebalancé en partie la baisse des produits d'exploitation tirés du transport en raison du ralentissement du secteur de l'automobile en Ontario.

PERSPECTIVES

On s'attend à ce que la croissance future provienne du jumelage des investissements dans les activités actuelles et dans l'acquisition d'entreprises complémentaires et ce, à l'instar de la croissance de Newalta au cours des 14 dernières années. Les acquisitions et investissements en immobilisations complétés en 2006 ont accru la portée géographique de Newalta au Canada et ont réduit le risque lié aux prix des marchandises et aux activités de forage. Tout en maintenant sa croissance dans l'ouest du Canada, Newalta prévoit poursuivre ses investissements dans des occasions pour tirer profit de sa situation au sein du vaste marché de l'est du Canada en étendant ses services, en transférant ses connaissances d'exploitation, en ajoutant de nouvelles technologies, en améliorant sa couverture des marchés et en accroissant sa productivité. On s'attend aussi à ce que ces occasions à travers le Canada diversifient encore davantage les services de Newalta et capitalisent sur son réseau, son organisation, son infrastructure et ses solides liens avec la clientèle du réseau national.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRUCIALES

La préparation d'états financiers conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations à l'égard des montants présentés des produits et des charges et de la valeur comptable des actifs et des passifs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience passée et d'autres facteurs établis par la direction. Puisque les estimations nécessitent un degré de jugement et comportent des incertitudes qui peuvent varier, les montants actuellement présentés dans les états financiers pourraient, à l'avenir, se révéler inexacts.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations font l'objet d'une estimation par la direction qui se fonde sur les coûts prévus liés à l'abandon et à la remise en état de l'ensemble des installations et des décharges de Newalta, ainsi que sur le moment prévu de l'engagement de ces coûts au cours des périodes futures. La direction, avec l'aide des ingénieurs de Newalta, formule des estimations de ces coûts en se fondant sur la réglementation, les coûts, la technologie et les normes actuels de l'industrie. L'estimation de la juste valeur est capitalisée dans le coût de l'actif connexe et amortie par imputation aux charges sur la durée de vie utile de l'actif. À l'exception des obligations additionnelles liées à la mise hors service d'immobilisations prises en charge dans le cadre des acquisitions, il n'y a eu aucun changement aux estimations utilisées pour établir les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'exercice terminé le 31 décembre 2006.

Écart d'acquisition

La direction procède à un test de dépréciation de l'écart d'acquisition annuellement et lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'il est plus probable qu'improbable qu'une perte de valeur a eu lieu. L'établissement d'une perte de valeur exige l'évaluation de l'unité d'exploitation, qui fait l'objet d'une estimation à l'aide de la méthode d'actualisation des flux de trésorerie. Pour l'application de cette méthode, la direction tient compte d'un certain nombre de facteurs, y compris les résultats d'exploitation actuels, les plans d'affaires futurs, les prévisions économiques et les données du marché.

Les changements proposés à la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada* (la « *Loi de l'impôt* ») annoncés par le ministre des Finances le 31 octobre 2006 auront une incidence sur l'imposition future de Newalta et, par conséquent, pourrait influencer sur l'évaluation de l'écart d'acquisition. Les changements proposés n'étaient pas encore pratiquement en vigueur au moment de la rédaction du présent rapport de gestion. Toutefois, la direction a jugé convenable de revoir les calculs liés à l'écart d'acquisition. Au 31 décembre 2006, elle n'avait décelé aucune dépréciation de l'écart d'acquisition.

Rémunération à base d'actions

Newalta a un régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie, qu'elle a adopté en 2003 (le « régime d'intéressement de 2003 »), et un régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie, qu'elle a adopté en 2006 (le « régime d'intéressement de 2006 »). Les régimes d'intéressement de 2003 et de 2006 diffèrent quant à la manière dont ils peuvent être réglés par le détenteur. Les droits attribués aux termes du régime d'intéressement de 2003 ne peuvent être réglés qu'en parts de fiducie, alors que les droits attribués aux termes du régime d'intéressement de 2006 peuvent être réglés au moyen d'un montant net en espèces par le détenteur. Ainsi, les droits attribués aux

termes du régime d'intéressement de 2003 sont comptabilisés conformément aux dispositions de comptabilisation à la juste valeur des PCGR du Canada. Par conséquent, la charge au titre de la rémunération à base d'actions est évaluée à la date d'attribution selon la juste valeur de l'attribution et est comptabilisée à titre de charge sur la période d'acquisition. La détermination de la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution exige du jugement, y compris des estimations quant à la durée prévue des droits, à la volatilité prévue des parts du Fonds et aux distributions prévues. De plus, l'exercice du jugement est nécessaire pour estimer le nombre d'attributions à base d'actions qui devraient devenir déchuës.

Les droits attribués aux termes du régime d'intéressement de 2006 sont comptabilisés à titre de droits à la plus-value d'actions puisqu'ils sont assujettis à une disposition de règlement net en espèces. Par conséquent, ils sont réévalués à chaque date d'établissement du bilan pour refléter le passif net en espèces à cette date.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels du Fonds comprend l'estimation de leur durée de vie utile et de leur valeur résiduelle. Ces estimations peuvent être modifiées à mesure que plus d'expérience est acquise ou lorsque la variation des conditions générales du marché a une incidence sur l'exploitation des installations et du matériel du Fonds.

Impôts futurs

Les impôts futurs sont estimés en fonction des écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs établie selon les taux d'imposition futurs applicables en vertu des lois en vigueur. La variation de ces écarts temporaires donne lieu à une charge ou à une économie d'impôts futurs. Le risque le plus important lié à cette estimation est le taux d'imposition futur. Le 31 octobre 2006, le ministre des Finances du Canada (le « ministre des Finances ») a annoncé des changements que l'on se propose d'apporter à la *Loi de l'impôt* (les « propositions de modification de 2006 ») qui, si elles étaient adoptées, modifieraient l'imposition de certaines entités intermédiaires, y compris les fiducies de fonds communs de placement comme Newalta et ses porteurs de parts. L'annonce du 31 octobre 2006 a été suivie de la publication d'un projet de loi par le ministre des Finances le 21 décembre 2006. Les propositions de modification de 2006 feront en sorte que le Fonds est assujetti à l'imposition applicable aux fiducies pour ce qui est de la distribution de certains bénéficiaires du Fonds à un taux d'imposition comparable au taux d'imposition combiné fédéral et provincial. Ces distributions seraient traitées comme des dividendes versées aux porteurs de parts.

Dans l'hypothèse où une loi détaillée concernant les propositions de modification de 2006 est diffusée et adoptée conformément aux propositions de modification de 2006, il est prévu que le nouvel impôt sur les distributions (sous réserve de toute « expansion injustifiée ») s'appliquera au Fonds à compter de 2011.

Les propositions de modification de 2006 autorisent la « croissance normale » de Newalta durant la période de transition, soit entre le 31 octobre 2006 et le 31 décembre 2010. Toutefois, l'expansion injustifiée pourrait faire en sorte que l'allègement transitoire soit revu et que les propositions de modification de 2006 entrent en vigueur plus tôt que le 1^{er} janvier 2011. Le 15 décembre 2006, le ministre des Finances a publié des lignes directrices concernant la croissance normale pour les fiducies de revenu et les autres entités intermédiaires (les « lignes directrices »). Aux termes de ces dernières, une fiducie pourra accroître ses capitaux propres chaque année au cours de la période de transition d'un montant de 50 M\$ ou du montant au titre de la règle refuge, selon le plus élevé des deux. Le montant au titre de la règle refuge sera établi par rapport à la capitalisation boursière de la fiducie à la clôture des marchés le 31 octobre 2006. La capitalisation boursière de Newalta à la clôture des marchés le 31 octobre 2006 était de 1,218 G\$. Le montant au titre de la règle refuge pour les périodes intermédiaires jusqu'en 2011 s'établira comme suit :

Délai prescrit	Montant au titre de la règle refuge (% de la capitalisation boursière du 31 octobre 2006)	Capitalisation boursière de Newalta (en \$)	Montant au titre de la règle refuge de Newalta (en \$)
1 ^{er} novembre 2006 au 31 décembre 2007	40 %	1,218 G	487,2 M
2008	20 %	1,218 G	243,6 M
2009	20 %	1,218 G	243,6 M
2010	20 %	1,218 G	243,6 M
Total			1,218 G

Les montants au titre de la règle refuge indiqués ci-dessus sont assujettis à certaines restrictions :

- Les montants annuels au titre de la règle refuge sont cumulatifs.
- Les nouveaux titres de participation à de telles fins comprennent les parts et la dette pouvant être convertie en parts.
- Le remplacement d'une dette en cours en date du 31 octobre 2006 par de nouveaux titres de participation au moyen d'une conversion de débetures ou autrement ne sera pas considéré comme une croissance à ces fins. Une nouvelle dette non convertible peut également être émise sans avoir d'incidence sur le montant au titre de la règle refuge. Cependant, le remplacement de cette nouvelle dette par des titres de participation sera considéré comme une croissance. Au 31 octobre 2006, la dette en cours (consolidée) s'établissait à environ 130,9 M\$.
- L'émission de nouveaux titres de participation par une fiducie ne sera pas considérée comme une croissance dans la mesure où elle est effectuée en réponse à l'exercice, par une autre personne ou société de personnes, d'un droit en vigueur le 31 octobre 2006 pour l'échange d'une participation dans une société de personnes ou d'une action ou d'une société par actions contre ces nouveaux titres de participation.
- La fusion de deux ou plusieurs fiducies qui étaient chacune admises à la cote le 31 octobre 2006 ou une réorganisation d'une telle fiducie ne sera pas considérée comme une croissance dans la mesure où il n'y a aucun ajout net aux titres de participation par suite de la fusion ou de la réorganisation.

De plus, les propositions de modification de 2006 indiquent que ces propositions peuvent être modifiées en tout temps avec effet immédiat pour contrer toute structure entravant les objectifs des propositions de modification de 2006 en matière de politiques.

RISQUES D'ENTREPRISE

Les activités de Newalta sont assujetties à certains risques et incertitudes. Avant de prendre une décision en matière d'investissement se rapportant à Newalta, les investisseurs devraient examiner soigneusement, entre autres, les risques décrits aux présentes (y compris les risques et incertitudes figurant au premier paragraphe du présent rapport de gestion) et les facteurs de risque énoncés dans la plus récente notice annuelle du Fonds, intégrée par renvoi aux présentes.

La notice annuelle est disponible par l'entremise d'Internet, sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) à l'adresse www.sedar.com. Des exemplaires de la notice annuelle peuvent être obtenus sur demande et sans frais auprès de Newalta Corporation à l'adresse suivante : Suite 1200, 333 – 11th Avenue S.W., Calgary (Alberta), T2R 1L9, ou par télécopieur, au 403-806-7348.

NOUVELLES NORMES EN 2007 ET EN 2008

Modifications comptables

En juillet 2006, l'ICCA a publié une révision du chapitre 1506, « Modifications comptables ». Le chapitre révisé entre en vigueur pour les exercices débutant le 1^{er} janvier 2007 ou après cette date. Le chapitre exige que les changements volontaires de méthode comptable ne soient fait que s'ils rendent les informations se trouvant dans les états financiers plus fiables et plus pertinentes et il contient de nouvelles exigences en matière de présentation de l'information portant sur les changements de méthodes comptables et d'estimations comptables et sur les corrections d'erreurs. Ce chapitre n'aura pas d'incidence importante sur les activités du Fonds étant donné que les changements visent surtout la présentation de l'information. Le Fonds n'a pas introduit de nouvelles méthodes comptables et n'en a pas modifié non plus en 2006.

Instruments financiers

En avril 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié les nouveaux chapitres du *Manuel* suivants : le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3251, « Capitaux propres », le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et le chapitre 3865, « Couvertures ». Par la suite, l'ICCA a aussi publié le chapitre 1651, « Conversion des devises », qui est lié à la mise en œuvre des nouveaux chapitres sur les instruments financiers. La date d'entrée en vigueur pour l'adoption des quatre chapitres était au plus tôt le 1^{er} octobre 2006. L'adoption anticipée était permise uniquement au début d'un exercice se terminant le 31 décembre 2004 ou à une date ultérieure. Cependant, une entité qui a déjà présenté des états financiers intermédiaires préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus pour une période comprise dans un exercice précis ne peut adopter ce chapitre avant le début du prochain exercice. Également, l'adoption anticipée de l'une de ces normes exige l'adoption anticipée d'au moins deux des trois autres normes.

Ces nouvelles normes comptables se rapprocheront davantage des PCGR des États-Unis et des normes internationales d'information financières (les « IFRS ») puisque tous les instruments financiers seront constatés au bilan à la juste valeur et les variations de la juste valeur seront incluses dans les résultats, sauf pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures, pour lesquels les variations de la juste valeur seront incluses dans le résultat étendu.

Le Fonds ne prévoit pas que ces normes aient une incidence importante sur ses états financiers pour le moment. Au 31 décembre 2006, le Fonds n'avait aucun contrat en vigueur exigeant une modification de son traitement comptable en raison de l'adoption des nouvelles normes.

De plus, l'ICCA a également publié les chapitres 1535, « Informations à fournir concernant le capital », 3862, « Instruments financiers — informations à fournir », et 3863, « Instruments financiers — présentation », qui n'entreront pas en vigueur avant les exercices débutant le 1^{er} octobre 2007 ou à une date ultérieure. Le Fonds n'a pas encore évalué l'incidence de ces nouveaux chapitres sur ses états financiers.

Rémunération à base d'actions

En 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), a publié le CPN-162, intitulé « Rémunération à base d'actions des salariés admissibles à la retraite avant la date d'acquisition ». Ce CPN est en vigueur pour les périodes annuelles et intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou à une date ultérieure. Le CPN a conclu que la rémunération à base d'actions doit être mesurée et comptabilisée dans les résultats avant la date du départ à la retraite de l'employé de manière à faire correspondre la charge à la période de service. Cette ligne directrice n'a exigé aucun changement à la comptabilisation de la rémunération à base d'actions pour les employés de Newalta.

Un certain nombre d'autres nouveaux chapitres du *Manuel de l'ICCA* liés à la comptabilité du secteur public et aux sociétés d'assurance, et d'autres nouvelles lignes directrices du CPN ont été publiés au cours de l'exercice. Toutefois, aucun de ces chapitres n'a été analysé puisqu'il a été établi qu'ils ne s'appliquaient pas aux activités actuelles de Newalta.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES

La valeur comptable des débiteurs et des créditeurs se rapproche de la juste valeur de ces instruments financiers en raison de leur échéance à court terme. Le risque de crédit de Newalta à l'égard de ses clients est réduit au minimum en raison du large éventail de sa clientèle et de ses gammes diversifiées de produits. Dans le cours normal de ses activités, Newalta est exposée à la variation du taux change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Newalta vend et achète des produits en dollars américains. Newalta n'utilise aucun instrument de couverture, mais a plutôt choisi d'être exposée à la variation du taux de change actuel du dollar américain, puisque les augmentations ou les diminutions du taux de change ne sont pas jugées importantes pendant la période où les débiteurs et les créditeurs sont à payer. Le profil de taux d'intérêt variable de la dette à long terme de Newalta expose cette dernière à un risque de taux d'intérêt. Newalta n'utilise pas d'instruments de couverture pour atténuer ce risque. La valeur comptable de la dette à long terme se rapproche de sa juste valeur en raison de ses taux d'intérêt variables.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances (collectivement, les « dirigeants »), ont évalué l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information de Newalta au 31 décembre 2006 et ont conclu que ces contrôles et ces procédures étaient efficaces. De plus, les dirigeants ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de l'établissement des états financiers diffusés à l'externe. Au quatrième trimestre de 2006, il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou qui pourrait avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Des renseignements additionnels relatifs au Fonds, y compris la notice annuelle, sont disponibles par l'entremise d'Internet, sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) à l'adresse www.sedar.com. Des exemplaires de la notice annuelle du Fonds peuvent être obtenus auprès de Newalta Corporation à l'adresse suivante : Suite 1200, 333 – 11th Avenue S.W., Calgary (Alberta), T2R 1L9, ou par télécopieur, au 403-806-7348.

RAPPORTS DE LA DIRECTION ET DES VÉRIFICATEURS

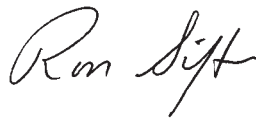
RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada relève de la responsabilité de la direction, à qui il incombe aussi d'en assurer la cohérence avec les autres données financières et d'exploitation contenues dans le présent rapport annuel.

La direction maintient un système de contrôles internes de manière à fournir une assurance raisonnable que tous les biens sont protégés et à faciliter la préparation d'une information financière et de gestion pertinente, fiable et à jour.

Les vérificateurs externes nommés par les porteurs de parts ont examiné les états financiers consolidés. Le comité de vérification, composé de trois administrateurs qui ne font pas partie de la direction, a passé ces états en revue avec la direction et les vérificateurs et a fait rapport au conseil d'administration qui a approuvé les états financiers consolidés.

Le vice-président directeur, Finances et directeur financier,



Ronald L. Sifton

LE 23 FÉVRIER 2007

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux porteurs de parts de Newalta Income Fund,

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Newalta Income Fund aux 31 décembre 2006 et 2005 ainsi que les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds aux 31 décembre 2006 et 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Calgary (Alberta)

LE 23 FÉVRIER 2007

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre (en milliers de dollars)	2006	2005
Actif		
Actif à court terme		
Débiteurs	120 621	71 305
Stocks (note 5)	9 238	8 478
Charges payées d'avance et autres actifs	3 729	2 211
Impôts futurs (note 11)	–	834
	133 588	82 828
Frais reportés (note 6)	–	7 175
Effets à recevoir (note 7)	1 031	1 355
Immobilisations (note 8)	528 085	324 946
Actifs incorporels (note 9)	50 062	6 030
Écart d'acquisition (note 3)	90 078	35 312
	802 844	457 646
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs	90 650	50 732
Distributions à payer (note 16)	6 834	4 794
	97 484	55 526
Dette à long terme (note 10)	166 271	107 369
Impôts futurs (note 11)	72 910	47 179
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 12)	18 484	5 468
	355 149	215 542
Capitaux propres (notes 13 et 21)		
Capitaux propres des porteurs de parts	394 601	188 761
Surplus d'apport	1 226	1 117
Bénéfices non répartis	51 868	52 226
	447 695	242 104
	802 844	457 646

Approuvé par le conseil



Fiduciaire
Clayton H. Riddell



Fiduciaire
R. H. (Dick) Pinder

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre <i>(en milliers de dollars sauf les données par part)</i>	2006	2005
Produits d'exploitation	441 041	248 086
Charges		
Frais d'exploitation	279 189	143 539
Frais de vente, généraux et administratifs	42 977	25 663
Intérêts débiteurs	7 665	3 479
Amortissement et désactualisation	34 319	18 960
	364 150	191 641
	76 891	56 445
Charge d'impôts sur les bénéfices <i>(note 11)</i>		
Impôts exigibles	90	869
Impôts futurs	2 721	8 598
	2 811	9 467
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	74 080	46 978
Bénéfice lié aux activités abandonnées <i>(note 4)</i>	1 485	–
Bénéfice net	75 565	46 978
Bénéfices non répartis, au début	52 226	54 850
Distributions	(75 923)	(49 602)
Bénéfices non répartis, à la fin	51 868	52 226
Bénéfice par part lié aux activités poursuivies <i>(note 15)</i>	2,10	1,69
Bénéfice par part lié aux activités abandonnées <i>(note 15)</i>	0,04	–
Bénéfice par part	2,14	1,69
Bénéfice dilué par part lié aux activités poursuivies <i>(note 15)</i>	2,07	1,66
Bénéfice dilué par part lié aux activités abandonnées <i>(note 15)</i>	0,04	–
Bénéfice dilué par part	2,11	1,66

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre (<i>en milliers de dollars</i>)	2006	2005
Rentrées (sorties) nettes de fonds liées aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	74 080	46 978
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement et désactualisation	34 319	18 960
Impôts futurs	2 721	8 598
Amortissement des incitatifs à la location	(30)	228
Frais liés à la rémunération à base d'actions	609	548
Fonds provenant des activités poursuivies	111 699	75 312
Fonds provenant des activités abandonnées (<i>note 4</i>)	811	–
Diminution (augmentation) des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (<i>note 20</i>)	772	(3 344)
Coûts de mise hors service d'immobilisations engagés	(1 319)	(236)
	111 963	71 732
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations (<i>note 20</i>)	(105 507)	(43 999)
Produit net de la vente d'immobilisations	454	1 008
Acquisitions (<i>note 3</i>)	(184 668)	(54 294)
Produit de la cession d'activités abandonnées	2 674	–
Frais reportés	–	(6 625)
	(287 047)	(103 910)
Activités de financement		
Émission de parts	189 912	2 122
Augmentation de la dette	50 203	70 751
Diminution des effets à recevoir	324	164
Distributions aux porteurs de parts	(65 355)	(40 859)
	175 084	32 178
Rentrées nettes de fonds	–	–
Trésorerie au début	–	–
Trésorerie à la fin	–	–
Information supplémentaire :		
Intérêts versés	7 168	3 257
Impôts payés	4 690	421

NOTES COMPLÉMENTAIRES

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2006 ET 2005

(en milliers de dollars, sauf les montants par part)

Newalta Income Fund (le « Fonds ») a été constitué par un acte de fiducie daté du 16 janvier 2003. Le Fonds est une fiducie de revenu canadienne dont les activités consistent, par l'intermédiaire de ses filiales d'exploitation en propriété exclusive Newalta Corporation (la « Société ») et Newalta Industrial Services Inc. (« NISI » et, avec le Fonds et la Société, « Newalta »), à adapter les technologies afin de maximiser la valeur intrinsèque de certains déchets industriels en procédant à la récupération des produits susceptibles de vente qu'ils contiennent et à leur recyclage. Newalta procède aussi à l'élimination écologique de déchets industriels solides non dangereux. Par l'intermédiaire d'un réseau d'installations intégrées, Newalta offre des solutions de gestion des déchets à une vaste clientèle d'entreprises nationales et internationales dans une gamme de secteurs d'activité, notamment ceux de l'automobile, de la foresterie, de la fabrication, des mines, du pétrole et du gaz, de la pétrochimie, des pâtes et papiers, de l'acier ainsi que des services de transport.

NOTE 1. MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés comprennent les comptes du Fonds et de ses filiales en propriété exclusive. Ces états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et ils tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins au moment de leur acquisition.

Stocks

Les stocks, qui comprennent du pétrole, des produits recyclés, des pièces et des fournitures, sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette (se reporter à la note 5). Le prix des produits finis comprend le coût en magasin des matières plus le coût de la main-d'œuvre directe appliqué au produit et à la tranche applicable des coûts indirects. Le coût des autres éléments des stocks comprend le coût en magasin.

Immobilisations et actifs incorporels

Les immobilisations et les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé. Les valeurs comptables des immobilisations et des actifs incorporels sont révisées au moins annuellement en vue de déterminer si les actifs ont subi une dépréciation. Le montant de toute dépréciation ainsi détectée est radié au cours de l'exercice où la dépréciation a eu lieu. Les taux d'amortissement sont calculés aux fins de l'amortissement des coûts sur la durée de vie utile estimative des actifs, après déduction de leur valeur de récupération. Les immobilisations corporelles comprennent les bâtiments, les améliorations des lieux, les réservoirs ainsi que le matériel mobile, et elles sont amorties, principalement, à des taux qui varient de 5 % à 10 % selon la méthode de l'amortissement dégressif ou sur 5 à 14 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de la durée de vie utile estimative des actifs. Le coût de certaines immobilisations corporelles est amorti selon les taux d'utilisation, qui sont calculés en divisant le coût de l'actif (déduction faite de la valeur de récupération estimative) par les heures de service estimatives futures.

Les actifs incorporels comprennent certains processus de production et permis ainsi que certaines marques de commerce et conventions, qui sont amortis sur la période de 3 à 20 ans des avantages contractuels selon la méthode de l'amortissement linéaire. Certains permis sont réputés avoir des durées de vie indéfinies et ne sont donc pas amortis. Ils ont été acquis dans le cadre des acquisitions réalisées en 2006. Ces permis ne comportent pas de frais de renouvellement à condition que Newalta demeure en règle auprès des autorités de réglementation. Par conséquent, la direction examine tous les changements apportés à la réglementation qui pourraient avoir une incidence sur le calcul de la perte de valeur attribuée à ces permis. Au 31 décembre 2006, aucune dépréciation de ces permis n'a été constatée.

Actifs liés aux décharges

Les actifs liés aux décharges représentent les coûts des capacités de mise en décharge, y compris les frais d'acquisition initiaux, les coûts engagés relativement à la construction et à l'expansion des décharges, notamment les systèmes de collecte de gaz installés pendant la durée d'exploitation du site, et les coûts capitalisés liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges.

Le coût des actifs liés aux décharges et les coûts prévus de construction et d'expansion des décharges selon la capacité permise sont amortis proportionnellement à l'utilisation, à mesure que la capacité de mise en décharge, est utilisée. La direction met à jour annuellement l'estimation de la capacité de mise en décharge, en fonction de renseignements obtenus par levé et fournis par des ingénieurs indépendants, ainsi que les coûts prévus pour la construction et l'expansion des décharges. L'incidence des modifications de la capacité et des coûts de construction estimatifs sur la charge d'amortissement annuelle est comptabilisée prospectivement.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs identifiables nets des entreprises acquises. Le Fonds évalue au moins annuellement, soit le 30 septembre, l'écart d'acquisition de chaque unité d'exploitation afin de détecter une dépréciation possible, en déterminant si le solde de l'écart d'acquisition peut être récupéré au moyen des flux de trésorerie actualisés estimatifs liés à l'exploitation de chaque unité sur leur durée de vie restante. Au 30 septembre 2006 et au 31 décembre 2006, la direction a déterminé que l'écart d'acquisition n'avait subi aucune dépréciation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le Fonds constitue une provision pour les coûts de mise hors service d'immobilisations pour toutes les installations de la Société et de NISI, selon la durée de vie utile des actifs et les engagements à long terme de certains sites (entre 20 et 300 ans). Au cours de cette période, le Fonds constate le passif des obligations futures liées à la mise hors service des immobilisations corporelles. Ces obligations sont au départ évaluées à la juste valeur, laquelle représente la valeur future actualisée du passif. Cette juste valeur est capitalisée à titre d'élément du coût de l'actif connexe et est amortie dans les charges sur la durée de vie utile de l'actif. Le solde du passif s'accroît jusqu'à la date de règlement prévue des obligations liées à la mise hors service. La charge de désactualisation est comprise dans la charge d'amortissement et de désactualisation. La direction procède à une estimation des coûts de mise hors service d'immobilisations, en consultant les ingénieurs de la Société et en tenant compte des lois, des coûts, des technologies et des normes du secteur actuellement applicables. Les coûts de mise hors service d'immobilisations réels sont déduits de la provision lorsqu'ils sont engagés.

Constatation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont générés principalement par le traitement de déchets et par la vente de produits recyclés récupérés à partir des déchets. La Société constate les produits d'exploitation lorsqu'elle reçoit les déchets et prend en charge le passif lié à ces déchets. Les produits d'exploitation liés aux produits recyclés sont constatés à la livraison de ces produits aux clients ou aux pipelines. Pour les projets de construction et les travaux d'abandon de puits, les produits d'exploitation sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux.

Impôts sur les bénéfiques

Le Fonds est une fiducie aux fins de l'impôt sur les bénéfiques, et le bénéfice imposable non attribué aux porteurs de parts est assujéti à l'impôt. Au cours de l'exercice, le Fonds a attribué la totalité de son bénéfice imposable aux porteurs de parts. Par conséquent, le Fonds n'est pas tenu d'inscrire une charge d'impôts. Le bénéfice imposable de la Société et de NISI est assujéti à l'impôt, déduction faite de l'intérêt versé sur les billets détenus par le Fonds.

Le Fonds et ses filiales en propriété exclusive utilisent la méthode axée sur le bilan aux fins de la comptabilisation des impôts sur les bénéfiques. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont calculés selon les écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. La charge d'impôts futurs est calculée selon les variations au cours de l'exercice des actifs et des passifs d'impôts futurs. L'incidence de modifications apportées aux règles fiscales et aux taux d'imposition est constatée au moment où ces modifications sont pratiquement en vigueur.

Résultat par part

Le résultat de base par part est calculé en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par part est calculé en additionnant le nombre moyen pondéré de parts en circulation au

cours de l'exercice et le nombre de parts supplémentaires qui auraient été en circulation si des parts à effet de dilution possible avaient été émises, conformément à la méthode du rachat d'actions.

Régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie

Le Fonds dispose de deux régimes de rémunération à base de parts, le régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie de 2003 (le « régime de 2003 ») ainsi que le régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie de 2006 (le « régime de 2006 » et, avec le régime de 2003, les « régimes d'intéressement à base de droits ») (se reporter à la note 14). Conformément aux régimes d'intéressement à base de droits, le Fonds peut octroyer aux fiduciaires, aux administrateurs, aux membres de la direction, aux salariés et aux consultants du Fonds, de la Société, de NISI ou de toute filiale du Fonds des droits d'acquisition visant un maximum de 10 % des parts de fiducie émises et en circulation. Le Fonds comptabilise à la juste valeur les droits octroyés aux termes du régime de 2003 et constate la charge de rémunération à base de parts sur la période d'acquisition des droits, avec une hausse correspondante du surplus d'apport. Lorsque les droits sont exercés, le produit, ainsi que tout surplus d'apport, est comptabilisé dans les capitaux propres des porteurs de parts. Les confiscations de parts sont comptabilisées lorsqu'elles sont engagées.

Le régime de 2006 permet aux participants d'échanger leurs droits contre des espèces. Par conséquent, le Fonds utilise la méthode de la valeur intrinsèque pour comptabiliser ces droits. La valeur intrinsèque correspond au passif net en espèces calculé comme l'écart entre la valeur de marché des parts et le prix d'exercice des droits. Cette valeur est mesurée à chaque date de clôture.

Comptabilisation d'une coentreprise et d'une société en nom collectif

Au cours de l'exercice, le Fonds a acquis une participation dans une société en nom collectif qui offre des services de gestion de déchets et des services environnementaux au Labrador. La société en nom collectif est une coentreprise. Par conséquent, les états financiers consolidés ne tiennent compte que de la quote-part du Fonds dans la société en nom collectif.

Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers du Fonds en temps opportun et conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige l'utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements à l'égard de l'actif, du passif, des produits d'exploitation et des charges. De telles estimations ont trait à des opérations non réglées et à des événements incertains à la date des états financiers. Par conséquent, au moment où les opérations seront conclues dans l'avenir, les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs. Les montants comptabilisés au titre de l'amortissement et de la désactualisation, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les montants utilisés pour le calcul de la perte de valeur sont fondés sur des estimations. De par leur nature, ces estimations font l'objet d'une incertitude relative à la mesure, et l'incidence de l'écart entre les coûts réels et les coûts estimatifs sur les états financiers des exercices futurs pourrait être importante.

NOTE 2. ACTIVITÉS SAISONNIÈRES

La capacité d'effectuer le transport des déchets dépend des conditions météorologiques. Au cours des mois d'hiver, la capacité d'offrir certains services sur place ou d'effectuer le transport de certains liquides peut s'avérer réduite en raison des conditions de gel. Le premier trimestre est donc normalement celui présentant les plus faibles résultats pour la division des services industriels et celle de l'Est. Quant à la division des services aux champs de pétrole, le sol gelé durant les mois d'hiver peut s'avérer un environnement optimal pour les activités de forage. Le premier trimestre est donc habituellement un trimestre présentant de bons résultats pour la division des services aux champs de pétrole. Alors que le temps chaud revient au printemps, le dégel du sol sur plusieurs routes secondaires les rend incapables de supporter le poids du matériel lourd jusqu'à ce qu'elles soient complètement asséchées. L'interdiction de circuler habituellement imposée au printemps sur certaines routes restreint le transport des déchets, ce qui entraîne une baisse de la demande pour les services aux champs de pétrole et, par conséquent, le deuxième trimestre est habituellement celui présentant les plus faibles résultats au cours de l'exercice pour la division des services aux champs de pétrole. Le troisième trimestre est habituellement celui qui présente les meilleurs résultats pour toutes les divisions, en raison de conditions météorologiques favorables et du caractère cyclique du marché. Au premier trimestre, les produits d'exploitation se sont situés entre 20 % et 26 % du total des produits d'exploitation de fin d'exercice et atteignent en moyenne 24 %. Au deuxième trimestre, les produits d'exploitation, qui atteignent en moyenne 22 % du total des produits d'exploitation de fin d'exercice, se sont situés entre 20 % et 23 %. Au troisième trimestre, les produits d'exploitation se sont situés entre 26 % et 31 % et atteignent en moyenne 27 % du total des produits d'exploitation de fin d'exercice. Au quatrième trimestre, les produits d'exploitation, qui atteignent en moyenne 27 %, se sont situés entre

24 % et 30 %. En 2006, les produits d'exploitation trimestriels, exprimés en pourcentage du total des produits d'exploitation de fin d'exercice, se sont établis à 23 % au premier trimestre, à 22 % au deuxième trimestre, à 27 % au troisième trimestre et à 28 % au quatrième trimestre.

NOTE 3. ACQUISITIONS

- a) Le 6 janvier 2006, NISI a acquis la totalité des actions de Services industriels PSC Canada Inc. (« PSC Canada »). Les activités de PSC Canada consistent en la collecte et en l'élimination de déchets industriels dans le sud de l'Ontario. Les activités acquises sont présentées à titre de division distincte de Newalta.

Le 1^{er} juin 2006, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Treeline Environmental Projects Corp. et de Treeline Well Abandonment and Reclamation Ltd. (collectivement, « Treeline »). La contrepartie de cette acquisition était composée d'un montant de 13 804 \$ en espèces et de l'émission de 156 260 parts de fiducie d'une valeur de 5 000 \$. Les deux sociétés fournissent des activités de manutention de déchets et d'abandon de puits à des sociétés productrices de pétrole et à des sociétés de forage. Les activités sont complémentaires à celles de la division des services aux champs de pétrole et les résultats consolidés sont inclus à compter de la date de clôture, soit le 1^{er} juin 2006.

Les actifs d'exploitation de Norama Industries Inc. (« Norama »), une entreprise située au Québec, ont été acquis par NISI le 1^{er} août 2006 en contrepartie d'un montant en espèces de 10 842 \$. Norama a ajouté à la division des services de l'Est un réseau de trois installations qui comprend 100 employés et qui offre des services de nettoyage industriel et des services environnementaux à des raffineries, à des sociétés de produits pétrochimiques, à des sociétés du secteur industriel et à des fabricants.

Le 31 août 2006, la division des services de l'Est a fait l'acquisition de la totalité des actifs d'exploitation de Island Waste Management Inc. (« Island Waste ») pour une contrepartie totale de 5 797 \$, composée d'un montant de 3 897 \$ en espèces et de 1 900 \$ en parts de fiducie (59 273 parts de fiducie). Island Waste et ses 17 employés exploitent une usine de transfert des déchets à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, qui offre des services à diverses industries de la province, notamment à des sociétés de pétrole et de gaz exploitées en mer.

Le 6 octobre 2006, la division des services de l'Est a fait l'acquisition des actifs d'exploitation de la division des déchets dangereux et du nettoyage de Services Matrec Inc. (« Matrec ») pour une contrepartie en espèces de 30 470 \$. Ces activités sont réparties dans un réseau d'établissement à l'échelle du Québec, qui emploie 130 personnes et offre des services de collecte, de traitement et d'élimination des déchets industriels, de traitement du sol et de l'eau et de nettoyage industriel sur place.

Le 1^{er} novembre 2006, la division des services de l'Est a fait l'acquisition des actifs d'exploitation de Solutions Environnementales MPM (« MPM ») pour une contrepartie en espèces de 3 871 \$. MPM fournit des solutions environnementales et des services de gestion des déchets industriels aux fabricants d'automobiles et à d'autres entreprises industrielles du Québec.

Le 7 décembre 2006, la division des services de l'Est a fait l'acquisition des actifs d'exploitation de Matrix Environmental Inc. (« Matrix »), une société de Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, pour une contrepartie de 8 554 \$ en espèces. Matrix, qui emploie 50 personnes, exploite un réseau d'installations à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, et à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, offre des services de récupération du pétrole et de gestion de déchets industriels aux producteurs pétroliers et gaziers en mer et aux raffineries, de même qu'aux producteurs de déchets municipaux.

Le tableau suivant présente le montant de la contrepartie versée ainsi que la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge en 2006, pour chacune des acquisitions.

	6 janv.	1 ^{er} juin	1 ^{er} août	31 août	6 oct.	1 ^{er} nov.	7 déc.	Total
Parts émises	–	5 000	–	1 900	–	–	–	6 900
Frais reportés versés en 2005	7 175	–	–	–	–	–	–	7 175
Montant en espèces versé en 2006	113 230	13 804	10 842	3 897	30 470	3 871	8 554	184 668
Contrepartie totale	120 405	18 804	10 842	5 797	30 470	3 871	8 554	198 743
Fonds de roulement net	9 164	8 239	(50)	(20)	(2 011)	(4)	154	15 472
Dette prise en charge	–	(8 700)	–	–	–	–	–	(8 700)
Immobilisations :								
Terrain	3 643	–	74	116	1 177	223	8	5 241
Immobilisations corporelles	22 337	167	4 497	547	15 950	1 609	4 768	49 875
Décharges	71 187	–	–	–	–	–	–	71 187
Actifs incorporels	34 600	–	720	1 367	8 000	1 000	600	46 287
Écart d'acquisition ¹	15 239	18 956	5 690	3 648	8 114	1 059	2 857	55 563
Impôts futurs	(23 274)	142	–	177	(586)	–	175	(23 366)
Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	(12 491)	–	(89)	(38)	(174)	(16)	(8)	(12 816)
	120 405	18 804	10 842	5 797	30 470	3 871	8 554	198 743

1. Les opérations du 6 janvier et du 1^{er} juin étaient des acquisitions d'actions et, de ce fait, leur écart d'acquisition respectif n'a aucune valeur fiscale.

Les états financiers consolidés comprennent les résultats d'exploitation de chacune des entreprises acquises à partir de la date de clôture de l'acquisition. La répartition des prix d'acquisition pourrait changer au moment de la réception, par la direction, des données finales.

- b) Newalta a procédé aux acquisitions suivantes en 2005 : le 1^{er} mars, elle a acquis une installation de champs de pétrole à Green Court, en Alberta; le 15 avril, elle a acquis une installation de champs de pétrole près de Plover Lake, en Saskatchewan; le 1^{er} août 2005, elle a acquis la presque totalité des actifs de WasteCo Environmental Services Ltd. (« WasteCo »), une société de gestion de champs de pétrole et de déchets industriels; le 1^{er} novembre, elle a acquis le site de forage ainsi que les actifs de fluide de forage de GLP Group Inc. (« GLP »); le 1^{er} décembre 2005, elle a acquis les actifs d'une société de services industriels.

Les actifs de WasteCo ont été intégrés à la division des services aux champs de pétrole et à la division des services industriels. Le prix d'acquisition de GLP de 52 947 \$ était composé d'une contrepartie de 28 947 \$ en espèces et de l'émission de 1 168 000 parts de fiducie d'une valeur de 24 000 \$. Le tableau suivant présente le montant de la contrepartie versée ainsi que la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge en 2005.

	1 ^{er} mars	15 avr.	1 ^{er} août	1 ^{er} nov.	1 ^{er} déc.	Total
Parts émises	–	–	–	24 000	–	24 000
Montant en espèces versé en 2005	8 638	4 112	8 064	28 947	4 533	54 294
Contrepartie totale	8 638	4 112	8 064	52 947	4 533	78 294
Fonds de roulement net	–	–	2 678	5 380	–	8 058
Immobilisations :						
Terrain	–	–	–	385	–	385
Immobilisations corporelles et décharges	7 704	4 313	4 966	22 665	3 933	43 581
Actifs incorporels	1 000	–	500	1 500	500	3 500
Écart d'acquisition	–	–	–	22 694	100	22 794
Impôts futurs	–	–	–	364	–	364
Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	(66)	(201)	(80)	(41)	–	(388)
	8 638	4 112	8 064	52 947	4 533	78 294

En 2006, Newalta a évalué la juste valeur des actifs acquis le 1^{er} novembre 2005 de GLP Group Inc., ce qui s'est soldé par une diminution de 1,1 M\$ des immobilisations corporelles et décharges, ainsi que par une augmentation correspondante de l'écart d'acquisition et des impôts futurs. Ces changements sont reflétés dans le tableau précédent.

NOTE 4. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 31 mai 2006, la division des services de l'Est a cédé des activités de services de nettoyage industriel sur place. Cette unité a été vendue pour un produit total de 3 213 \$ (déduction faite des coûts de cession de 259 \$), comprenant un montant en espèces de 2 413 \$ et un billet de 800 \$ ne portant pas intérêt. Ce billet à recevoir a été inscrit à sa valeur actualisée nette de 748 \$, amortie sur la durée de vie de l'effet. Le billet est remboursable en versements trimestriels égaux de 135 \$ jusqu'au 31 mai 2007, et le solde du billet doit être remboursé le 30 juin 2007 ou en versements trimestriels égaux de 130 \$, plus les intérêts, jusqu'au 30 novembre 2007 si certaines conditions ne sont pas respectées au 30 juin 2007. Cette unité avait initialement été obtenue lors de l'acquisition de PSC Canada; par conséquent, aucun retraitement des chiffres de l'exercice précédent n'est nécessaire. Le gain inscrit dans le tableau suivant est présenté déduction faite de la cession d'un écart d'acquisition proportionnel de 1,5 M\$. Le tableau présente les résultats d'exploitation, excluant les frais de vente, généraux et administratifs et les frais de gestion liés à l'unité vendue, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006.

Exercice terminé le 31 décembre	2006
Produits d'exploitation	5 408
Frais d'exploitation	4 597
	811
Amortissement et désactualisation	21
Impôts futurs	284
Gain à la cession (déduction faite des impôts)	(979)
Bénéfice lié aux activités abandonnées	1 485

NOTE 5. STOCKS

Les stocks comprennent les éléments suivants.

	2006	2005
Produits recyclés et transformés	5 308	5 532
Pétrole récupéré	1 912	1 711
Pièces et fournitures	1 107	1 106
Combustible de brûleur	911	129
Total des stocks	9 238	8 478

NOTE 6. FRAIS REPORTÉS

Les frais reportés en 2005 comprenaient des frais directement liés à l'acquisition de PSC Canada. Cette acquisition a été conclue le 6 janvier 2006 et est présentée à la note 3a).

NOTE 7. EFFETS À RECEVOIR

Une des acquisitions de 2005 comprend certains coûts en capital liés à la construction d'une décharge, lesquels sont recouvrables d'une tierce partie selon l'utilisation de la décharge. Ces montants non garantis sont comptabilisés à titre d'effets à recevoir.

NOTE 8. IMMOBILISATIONS

	2006			2005		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
Terrain	10 938	–	10 938	5 562	–	5 562
Immobilisations corporelles	562 556	(118 809)	443 747	415 657	(97 278)	318 379
Décharges	85 337	(11 937)	73 400	3 934	(2 929)	1 005
Total	658 831	(130 746)	528 085	425 153	(100 207)	324 946

NOTE 9. ACTIFS INCORPORELS

	2006			2005		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
Ententes de non-concurrence	6 370	(2 369)	4 001	5 176	(921)	4 255
Permis et droits venant à échéance	11 602	(1 028)	10 574	2 000	(225)	1 775
Permis à durée indéfinie	35 487	–	35 487	–	–	–
Total	53 459	(3 397)	50 062	7 176	(1 146)	6 030

NOTE 10. DETTE À LONG TERME

	2006	2005
Facilité à terme d'exploitation prorogeable	6 271	2 369
Facilité à terme prorogeable	160 000	105 000
	166 271	107 369

Avec prise d'effet le 29 juin 2006, la Société a obtenu une modification à sa facilité de crédit modifiée et mise à jour qui prévoit une facilité à terme d'exploitation prorogeable de 35 000 \$ et une facilité à terme prorogeable de 245 000 \$. La facilité de crédit est garantie essentiellement par un accord de sûreté générale grevant les actifs de la Société et de NISI. Les intérêts sur les facilités sont assujettis à certaines conditions et pourront porter intérêt au taux préférentiel ou au taux d'acceptation bancaire (« AB »), au gré de la Société. La facilité d'exploitation porte intérêt au taux préférentiel des prêteurs majoré de 0 % à 1,0 %, selon certains critères, ou au taux AB majoré de 1,0 % à 1,75 %. La facilité à terme prorogeable porte intérêt au taux préférentiel des prêteurs majoré de 0,0 % à 1,2 % ou au taux AB majoré de 1,1 % à 2,0 %, selon certains critères. Au 31 décembre 2006, la facilité d'exploitation portait intérêt au taux préférentiel des prêteurs ou au taux AB majoré de 1,0 %. La facilité à terme prorogeable portait intérêt au taux préférentiel des prêteurs ou au taux AB majoré de 1,1 %. La facilité d'exploitation et la facilité à terme font l'objet d'une révision annuelle et d'une prorogation au gré des prêteurs. La prochaine révision est prévue pour le 29 juin 2007. Si une prorogation n'est pas accordée, les remboursements en capital sur la facilité à terme prorogeable débiteront 15 mois après la révision annuelle, à un taux trimestriel de 1/12 de la dette impayée pour trois trimestres, suivis d'un versement forfaitaire et final à la fin du quatrième trimestre. Sous réserve de certaines conditions, la totalité de la facilité d'exploitation serait pleinement exigible dans les 12 mois suivant la révision annuelle si une prorogation n'était pas accordée.

NOTE 11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts futurs reflètent l'incidence fiscale nette des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs aux fins de la présentation de l'information financière et leur valeur fiscale. Les principales composantes des passifs et des actifs d'impôts futurs des filiales du Fonds sont les suivantes.

	2006	2005
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations et actifs incorporels	74 150	45 940
Écart d'acquisition	6 172	3 171
Frais reportés	150	189
	80 472	49 300
Actifs d'impôts futurs :		
Reports prospectifs de pertes autres qu'en capital	1 454	834
Moins la tranche à court terme	–	(834)
Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations	5 909	1 881
Frais d'émission d'actions	199	240
	7 562	2 121
Passifs d'impôts futurs nets	72 910	47 179

La réalisation des actifs d'impôts futurs dépend de la capacité de la Société à générer un bénéfice imposable suffisant au cours de la période pendant laquelle les écarts temporaires sont déductibles. Bien que cette réalisation ne soit pas assurée, la direction croit qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs seront réalisés, compte tenu de la résorption des écarts temporaires, des prévisions des résultats d'exploitation et des stratégies de planification fiscale dont disposent le Fonds et ses filiales.

Le Fonds lui-même n'est pas assujéti à l'impôt puisqu'il distribue la totalité de son bénéfice imposable à ses porteurs de parts. Par conséquent, aucun impôt futur n'a été constaté. Au 31 décembre 2006, le Fonds disposait de frais d'émission d'actions totalisant 9 100 \$ servant d'abri fiscal pour ses bénéfices futurs. Aucun autre écart temporaire n'a été comptabilisé relativement au Fonds.

La charge d'impôts diffère du montant calculé selon les taux d'imposition prévus par la loi au Canada à l'égard du bénéfice d'exploitation, pour les raisons suivantes.

	2006	2005
Bénéfice consolidé des activités poursuivies du Fonds,		
avant impôts et distributions aux porteurs de parts	76 891	56 445
Taux d'imposition des bénéfices prévu par la loi	33,8 %	34,5 %
Charge d'impôts calculée en fonction du taux d'imposition prévu par la loi	25 989	19 474
Augmentation (diminution) des impôts découlant des éléments suivants :		
Diminution du bénéfice imposable découlant des distributions aux porteurs de parts	(19 935)	(11 808)
Impôts sur le capital	506	842
Frais non déductibles	3 251	1 650
Autres	1 650	(691)
Incidence d'une modification de taux d'imposition pratiquement en vigueur	(8 650)	-
Charge d'impôts déclarée	2 811	9 467

Au cours du deuxième trimestre de 2006, les taux d'imposition fédéral et provinciaux de l'Alberta et de la Saskatchewan ont été réduits, et l'impôt fédéral des grandes sociétés a été éliminé, avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2006. Cette réduction des taux d'imposition provinciaux et fédéral s'est traduite par une diminution de 8 650 \$ de la charge d'impôts futurs et du passif d'impôts futurs.

Le 31 octobre 2006, le ministre des Finances du Canada (le « ministre des Finances ») a annoncé des changements proposés (les « propositions de modification de 2006 ») à la *Loi de l'impôt sur le revenu* qui, s'ils étaient adoptés, modifieraient l'imposition de certaines entités intermédiaires, dont les fiducies de fonds communs de placement telle Newalta et ses porteurs de parts. L'annonce du 31 octobre 2006 a été suivie de la publication d'un projet de loi par le ministère le 21 décembre 2006. Les propositions de modification de 2006 appliqueront un impôt au niveau de la fiducie sur les distributions de certains revenus provenant du Fonds à un taux d'imposition comparable au taux d'imposition fédéral et provincial combiné des sociétés. Ces distributions seront traitées comme des dividendes aux porteurs de parts.

Dans l'hypothèse où une loi concernant les propositions de modification de 2006 est publiée et adoptée conformément à de tels changements, il est prévu que le nouvel impôt sur les distributions s'appliquera au Fonds à compter de 2011.

NOTE 12. RAPPROCHEMENT DES OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

La direction a estimé le total des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations futures en fonction des coûts prévus liés à l'abandon et à la remise en état d'installations et de puits, et du moment où elle prévoit que ces dépenses seront engagées. La valeur actualisée nette estimative de 18 484 \$ (5 468 \$ au 31 décembre 2005) a été comptabilisée dans le bilan consolidé au 31 décembre 2006. Le passif futur estimatif relatif à la mise hors service d'immobilisations totalisait 9 765 268 \$ au 31 décembre 2006. La plupart des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations futures non actualisées seront engagées à l'égard de la décharge de Stoney Creek, en Ontario, au cours des 300 prochaines années. Exception faite de cette décharge, les obligations totales futures s'élèvent à 15 268 \$. Le Fonds a utilisé un taux d'actualisation de 8 % et un taux d'inflation de 2 % pour calculer la valeur actualisée de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations.

Exercices terminés les 31 décembre	2006	2005
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début	5 468	4 875
Obligations liées à la mise hors service supplémentaires découlant d'acquisitions	12 816	388
Coûts engagés afin de satisfaire aux obligations	(1 319)	(236)
Désactualisation	1 519	441
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin	18 484	5 468

	2007	2008	2009	2010	2011
Règlement estimé des obligations	396	1 734	548	583	506

NOTE 13. CAPITAUX PROPRES

a) Le capital autorisé du Fonds consiste en un nombre illimité de parts de fiducie de même catégorie. Le tableau suivant présente le sommaire des variations des capitaux propres durant la période.

<i>(en milliers)</i>	Nombre de parts	Montant (\$)
Parts en circulation au 31 décembre 2004	27 294	154 170
Parts émises pour l'acquisition	1 168	24 000
Surplus d'apport sur droits exercés	–	1 109
Droits exercés	257	2 122
Parts émises en vertu du RRD	336	7 360
Parts en circulation au 31 décembre 2005	29 055	188 761
Parts émises le 3 mars 2006 à 28,00 \$ la part	7 000	185 718
Parts émises pour les acquisitions	215	6 900
Surplus d'apport sur droits exercés	–	500
Droits exercés	365	4 194
Parts émises en vertu du RRD	307	8 528
Parts en circulation au 31 décembre 2006 (note 21)	36 942	394 601

Le 31 août 2006, le Fonds a émis 59 273 parts pour financer l'acquisition d'actifs d'Island Waste. Le 1^{er} juin 2006, le Fonds a émis 156 250 parts pour financer l'acquisition de Treeline (note 3a).

b) Le tableau suivant présente une répartition des éléments des bénéfices non répartis.

	2006	2005
Bénéfices accumulés	240 010	164 445
Distributions en espèces accumulées	(188 142)	(112 219)
Bénéfices non répartis	51 868	52 226

c) Le tableau suivant présente le sommaire des variations du surplus d'apport durant la période.

	2006	2005
Surplus d'apport au 31 décembre 2004		1 678
Frais liés à la rémunération à base d'actions		548
Montants transférés aux capitaux propres à l'exercice des droits		(1 109)
Surplus d'apport au 31 décembre 2005		1 117
Frais liés à la rémunération à base d'actions		609
Montants transférés aux capitaux propres à l'exercice des droits		(500)
Surplus d'apport au 31 décembre 2006		1 226

NOTE 14. DROITS D'ACQUISITION DE PARTS DE FIDUCIE

a) Régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie de 2006

Le 19 mai 2006, un total de 652 500 droits ont été octroyés à certains administrateurs, membres de la direction et salariés de Newalta. Les droits ont été octroyés au cours du marché de 32,38 \$ la part. Le 22 septembre 2006, 67 500 droits additionnels ont été émis au prix d'exercice de 31,90 \$ la part. Chaque tranche des droits est acquise sur une période de quatre ans (avec une durée de vie de cinq ans), et le détenteur du droit peut décider d'exercer son droit pour obtenir une part du Fonds ou un montant en espèces correspondant à l'écart entre le prix d'exercice et le cours du marché au moment de l'exercice. Les droits octroyés en vertu du régime de 2006 ont par conséquent été comptabilisés à titre de droits à la plus-value d'actions, et le total de la charge de rémunération liée à ces droits était de néant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006. Conformément aux ajustements énoncés dans le régime de 2006, le prix d'exercice de chaque droit ne peut être inférieur au cours moyen pondéré en fonction du volume sur cinq jours des parts de fiducie pour les cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'octroi du droit.

b) Régime d'intéressement à base de droits sur les parts de fiducie de 2003

Le 5 janvier 2006, des droits d'acquisition visant un maximum de 110 000 parts ont été octroyés à certains salariés de Newalta au cours du marché de 29,15 \$ la part et ont été évalués à 2,72 \$ la part à la date d'émission selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes en utilisant les hypothèses suivantes : un taux d'intérêt sans risque de 3,8 %, un rendement de 7,9 %, une période d'acquisition de 5 ans et une volatilité prévue de 24,59 %. Conformément aux ajustements énoncés dans le régime de 2003, le prix d'exercice de chaque droit ne peut être inférieur à la valeur de marché de clôture des parts de fiducie le jour de négociation précédant immédiatement la date d'octroi du droit. Chaque tranche de droits est acquise sur une période de cinq ans (avec une durée de vie de sept ans). Chaque droit autorise le participant à recevoir une part de fiducie sur paiement du prix d'exercice.

	Régime de 2006 (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en \$ par part)	Régime de 2003 (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en \$ par part)	Droits d'échange (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en \$ par part)
Au 31 décembre 2004	–	–	1 284	11,48	35	0,01
Octroyés	–	–	475	23,69	–	–
Exercés	–	–	(221)	9,75	(35)	0,01
Confisqués	–	–	(36)	17,91	–	–
Au 31 décembre 2005	–	–	1 502	15,43	–	–
Octroyés	720	32,34	110	29,15	–	–
Exercés	–	–	(365)	11,49	–	–
Confisqués	(55)	32,21	(31)	21,51	–	–
Au 31 décembre 2006	665	32,35	1 216	17,69	–	–
Pouvant être exercés au 31 décembre 2006	–	–	175	17,81	–	–

	Droits en cours au 31 décembre 2006 (en milliers)	Durée de vie restante moyenne pondérée (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (en \$ par part)	Droits pouvant être exercés au 31 décembre (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré (en \$ par part)
Fourchette des prix d'exercice (en \$ par part)					
9,08 – 9,30	456	3,2	9,23	49	9,11
15,60 – 17,95	229	4,4	17,87	57	17,85
22,75 – 32,38	1 196	4,9	24,89	69	23,92
	1 881	4,5	22,87	175	17,81

NOTE 15. RÉSULTAT PAR PART

Le résultat de base par part pour les trimestres et les exercices terminés les 31 décembre 2006 et 2005 a été calculé en fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par part comprend la dilution possible associée aux droits en cours.

Le calcul du résultat dilué par part n'inclut pas les droits antidilutifs, qui ne seraient pas exercés au cours de la période en raison de leur prix d'exercice plus élevé que le cours moyen du marché pour l'exercice. L'inclusion de ces droits entraînerait une surévaluation du résultat dilué par part. Pour l'exercice 2006, 775 options ont été exclues de ce calcul (455 options en 2005).

Exercices terminés les 31 décembre	2006	2005
Nombre moyen pondéré de parts	35 332	27 800
Parts additionnelles nettes en cas d'exercice des droits	457	467
Nombre moyen pondéré de parts après dilution	35 789	28 267

NOTE 16. DISTRIBUTIONS AUX PORTEURS DE PARTS DÉCLARÉES ET PAYÉES

Le Fonds verse des distributions mensuelles aux porteurs de ses parts de fiducie. Le montant en espèces à verser pour chaque période est fixé par le conseil d'administration du Fonds à sa seule discrétion et il est calculé selon certains critères, incluant le rendement financier du Fonds ainsi que ses liquidités et ressources en capital prévues. Les distributions sont déclarées aux porteurs de parts de fiducie inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois et elles sont versées le 15^e jour du mois suivant (ou le jour ouvrable suivant si le 15^e jour n'est pas un jour ouvrable). Les porteurs de parts peuvent choisir de recevoir leurs distributions en espèces ou en parts. Si un porteur demande de recevoir des distributions en parts, il choisit par le fait même de participer au régime de réinvestissement des distributions (le « RRD ») du Fonds. Le RRD permet aux porteurs admissibles de parts de fiducie de réinvestir leurs distributions mensuelles en espèces afin d'acquérir des parts de fiducie additionnelles à un coût net représentant 95 % du cours moyen pondéré défini dans le RRD. Le tableau suivant fournit le rapprochement entre les distributions versées en espèces et celles versées sous forme de parts de fiducie. Les distributions déclarées diffèrent de la somme des distributions en espèces et des distributions sous forme de parts de fiducie en raison de la variation des soldes créditeurs à la fin d'exercice.

Exercices terminés les 31 décembre	2006	2005
Distributions déclarées aux porteurs de parts	75 923	49 602
en \$ par part	2,14	1,78
Distributions aux porteurs de parts – payées en espèces	65 355	40 859
en \$ par part	1,88	1,51
Distributions aux porteurs de parts – parts émises	8 528	7 360
en \$ par part	0,24	0,27

NOTE 17. OPÉRATIONS CONCLUES AVEC DES APPARENTÉS

Bennett Jones LLP fournit des services juridiques à Newalta. M. Vance Milligan, un des administrateurs du Fonds, est un associé du cabinet d'avocats Bennett Jones LLP et il participe à la prestation et à la gestion des services juridiques fournis à Newalta par Bennett Jones LLP. Le coût total de ces services juridiques s'est élevé à 834 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, comparativement à 643 \$ en 2005.

La Société assure la prestation de services aux champs de pétrole à Paramount Resources Ltd., une société pétrolière et gazière. M. Clayton Riddell, administrateur et président du conseil d'administration du Fonds, est président du conseil et chef de la direction de Paramount Resources Ltd. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2006, Newalta a facturé des services pour un montant total de 1 697 \$ à cette entité, par rapport à 645 \$ en 2005.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités selon des modalités semblables à celles des opérations conclues avec des non apparentés. Elles sont évaluées à la valeur d'échange, qui correspond au montant de la contrepartie déterminé par les apparentés et dont ils ont convenu.

NOTE 18. ENGAGEMENTS

a) Engagements locatifs

Le Fonds a des engagements annuels visant la location de propriétés et de matériel, comme suit :

	2007	2008	2009	2010	2011	Par la suite	Total
Baux de bureaux	4 932	6 578	6 526	5 553	4 965	32 205	60 759
Contrats de location-exploitation	4 985	4 275	3 442	2 513	1 462	-	16 677
Baux de surface	1 022	1 041	1 061	1 081	1 102	1 891	7 198
	10 939	11 894	11 029	9 147	7 529	34 096	84 634

b) Lettres de garantie et cautionnements

Au 31 décembre 2006, Newalta a émis des lettres de garantie et des cautionnements relativement à la conformité en matière de licences environnementales totalisant respectivement 38 377 \$ et 11 497 \$.

NOTE 19. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme porte intérêt à des taux variant en fonction du taux préférentiel consenti par les prêteurs à la Société. Par conséquent, le Fonds est exposé aux fluctuations des taux d'intérêt.

b) Juste valeur

La valeur comptable des débiteurs, des créditeurs et des distributions à payer se rapproche de la juste valeur de ces instruments financiers en raison de leur échéance à court terme. On détermine la juste valeur de la dette à long terme en fonction de la valeur actualisée nette des remboursements en capital et des versements en intérêts futurs, actualisés aux taux d'intérêt du marché en vigueur pour une dette dont les conditions et les échéances sont similaires. La valeur comptable de la dette à long terme se rapproche, à tous les égards importants, de sa juste valeur.

c) Risque de crédit

Les débiteurs comprennent les soldes d'une clientèle nombreuse et variée. Le Fonds considère que le risque de crédit lié à ces montants est normal pour l'industrie. Le risque de crédit est minimisé en raison de la clientèle diversifiée et des gammes de produits variées du Fonds, et il est également atténué par l'évaluation continue que fait le Fonds de la solvabilité de ses clients ainsi que le suivi du montant et de l'âge des soldes en cours.

d) Risque de change

Dans le cours normal des activités de la Société et de NISI, le Fonds est exposé aux fluctuations du taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. La Société et NISI vendent et achètent certains produits en dollars américains. Le Fonds n'utilise aucun instrument de couverture mais a plutôt choisi d'être exposé à la variation du taux de change actuel du dollar américain, puisque les augmentations ou les diminutions du taux de change ne sont pas importantes pendant la période où les débiteurs et les créditeurs sont impayés.

**NOTE 20. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE
SUR L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Les tableaux suivants présentent de l'information supplémentaire sur les flux de trésorerie.

	2006	2005
Variation de l'actif à court terme	(50 760)	(32 820)
Variation du passif à court terme	41 958	24 117
Distributions à payer	(2 040)	(1 382)
Retrait du fonds de roulement hors trésorerie	(323)	(1 747)
Fonds de roulement acquis	15 472	8 058
Variation des soldes à payer sur immobilisations	(3 535)	430
Diminution (augmentation) du fonds de roulement hors trésorerie	772	(3 344)

	2006	2005
Entrées d'immobilisations en espèces	(109 042)	(43 569)
Variation des soldes à payer sur immobilisations	3 535	(430)
Entrées d'immobilisations	(105 507)	(43 999)

NOTE 21. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 26 janvier 2007, le Fonds a conclu un financement par actions pour un produit brut de 78,3 M\$ au moyen de l'émission de 3,0 millions de parts de fiducie à un prix de 26,10 \$ la part.

NOTE 22. INFORMATION SECTORIELLE

En 2006, le Fonds comptait trois secteurs isolables : les divisions des services aux champs de pétrole, des services industriels et des services de l'Est. Les conventions comptables de ces divisions sont les mêmes que celles du Fonds. En 2006, ces trois divisions étaient considérées comme des unités stratégiques distinctes avec des cadres opérationnels indépendants dont les résultats d'exploitation étaient examinés régulièrement par la haute direction de la Société afin d'évaluer le rendement financier et de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. La division des services aux champs de pétrole récupère et revend du pétrole brut provenant des déchets des champs de pétrole. La division des services industriels offre des services de site mobile dans l'Ouest canadien, et récupère des déchets liquides et semi-solides ainsi que des déchets automobiles, comme les huiles de graissage, pour les transformer en produits destinés à la vente. La division des services de l'Est a été constituée par suite de l'acquisition de PSC Canada (incluant les acquisitions au Québec et dans les provinces de l'Atlantique) et offre des services de collecte et d'élimination de déchets dans le centre et l'est du Canada.

Pour les exercices terminés les 31 décembre

	Division des services aux champs de pétrole	Division des services industriels	Division de l'Est	Données inter-sectorielles	Éléments non répartis ²	Total des données consolidées
2006						
Produits d'exploitation externes	252 622	97 673	90 746	–	–	441 041
Produits d'exploitation intersectoriels ¹	3 012	2 389	69	(5 470)	–	–
Charges d'exploitation	139 189	81 339	64 131	(5 470)	–	279 189
Amortissement et désactualisation	15 145	5 741	11 319	–	2 114	34 319
Marge nette	101 300	12 982	15 365	–	(2 114)	127 533
Frais de vente, généraux et administratifs	–	–	–	–	42 977	42 977
Intérêts débiteurs	–	–	–	–	7 665	7 665
Bénéfice d'exploitation – activités poursuivies	101 300	12 982	15 365	–	(52 756)	76 891
Bénéfice d'exploitation – activités abandonnées	–	–	1 485	–	–	1 485
Dépenses en immobilisations ³	70 673	10 371	207 219	–	19 125	307 388
Écart d'acquisition	53 831	1 130	35 117	–	–	90 078
Total de l'actif	376 959	132 370	255 449	–	38 066	802 844

	Division des services aux champs de pétrole	Division des services industriels	Division de l'Est	Données inter-sectorielles	Éléments non répartis ²	Total des données consolidées
2005						
Produits d'exploitation externes	170 850	77 236	–	–	–	248 086
Produits d'exploitation intersectoriels ¹	980	60	–	(1 040)	–	–
Charges d'exploitation	83 037	61 542	–	(1 040)	–	143 539
Amortissement et désactualisation	11 980	5 099	–	–	1 881	18 960
Marge nette	76 813	10 655	–	–	(1 881)	85 587
Charges de vente, généraux et administratifs	–	–	–	–	25 663	25 663
Intérêts débiteurs	–	–	–	–	3 479	3 479
Bénéfice d'exploitation	76 813	10 655	–	–	(31 023)	56 445
Dépenses en immobilisations ³	97 287	14 201	–	–	10 375	121 863
Écart d'acquisition	34 182	1 130	–	–	–	35 312
Total de l'actif	305 986	123 517	–	–	28 143	457 646

1. Les produits d'exploitation intersectoriels sont inscrits à la valeur de marché, moins les coûts des services aux clients externes.
2. La direction ne répartit pas les frais de vente, généraux et administratifs, les impôts et les intérêts débiteurs dans l'analyse sectorielle.
3. Inclut les ajouts d'immobilisations et les prix d'achat des acquisitions.

DONNÉES DE L'ENTREPRISE

CONSEIL NEWALTA INCOME FUND

CONSEIL D'ADMINISTRATION, SOCIÉTÉ NEWALTA

Clayton H. Riddell⁵
Président du conseil
et directeur général
Paramount Resources Ltd.
Calgary (Alberta)

Alan P. Cadotte
Président
Société Newalta
Calgary (Alberta)

Ronald L. Sifton
Vice-président principal, Finances,
et Chef de la direction financière
Newalta Calgary (Alberta)

Robert M. Macdonald^{1, 3}
Homme d'affaires
Calgary (Alberta)

R. Vance Milligan, Q.C.^{3, 4}
Associé
Bennett Jones LLP
Calgary (Alberta)

Felix Pardo^{1, 4}
Homme d'affaires
Cambridge, Massachusetts

R.H. (Dick) Pinder^{1, 2}
Président
Kingsmere Corporate Finance Ltd.
Calgary (Alberta)

Gordon E. Pridham^{2, 3}
Président
Edgewater Capital Inc.
Toronto (Ontario)

Barry D. Stewart^{2, 4}
Homme d'affaires
Calgary, Alberta

NEWALTA

Alan P. Cadotte
Président

Ronald L. Sifton
Vice-président principal, Finances,
et Chef de la direction financière

Terry P. Donalessen
Vice-président, Ressources
humaines, environnement et sécurité

Peter A. Dugandzic
Vice-président, Division de l'Ouest

Thomas A. G. Watson
Vice-président, Communications

J. Craig Wilkie
Vice-président,
Développement des affaires

Took Whiteley⁶
Vice-président et conseiller
général

- 1 Comité de vérification
- 2 Comité de la rémunération
- 3 Gouvernance d'entreprise
- 4 Comité environnement, santé et sécurité
- 5 Président du conseil
- 6 Secrétaire général

**Avis d'assemblée annuelle et
d'assemblée extraordinaire**
Nos porteurs d'unités sont priés
d'assister, avec nos invités, à notre
assemblée annuelle, doublée d'une
assemblée extraordinaire, le 9 mai
2007 à 11 h (heure normale des
Rocheuses) au centre de conférence
Telus au 120, Ninth Avenue SE,
Calgary (Alberta), salle 105,
North Building.

SIÈGE SOCIAL

333 – 11 Avenue SW, bureau 1200
Calgary, Alberta T2R 1L9
Tél : (403) 806-7000
Télé : (403) 806-7348
www.newalta.com

Relations avec les investisseurs
Anne M. MacMicken
Directrice, Relations avec
les investisseurs
Tél : (403) 806-7019
Télé : (403) 806-7032
amacmicken@newalta.com

Bourse
Bourse de Toronto
Symbole : NAL.UN

Vérificateurs
Deloitte & Touche LLP
Calgary, Alberta

Conseillers juridiques
Bennett Jones LLP
Calgary (Alberta)

Banques
Banque Canadienne Impériale
de Commerce
Banque de Montréal
Banque royale du Canada
La Banque de Nouvelle-Écosse
Calgary, Alberta

**Agent comptable des transferts
et des registres**
Valiant Trust Company
Calgary, Alberta

Notre rapport annuel est un document
de référence pour les investisseurs.
Newalta a récemment reconfiguré
et augmenté son site web afin de
fournir plus de renseignements
sur ses activités.

Pour information et nouvelles
récentes, consulter newalta.com.



NOUS AIMERIONS CONNAÎTRE VOTRE OPINION SUR LES COMMUNICATIONS DE NEWALTA. Dans le cadre de notre engagement à trouver de meilleures façons de communiquer avec les épargnants, nous encourageons nos porteurs de parts à nous transmettre leurs commentaires sur ce rapport, en visitant le www.newalta.com/2006AR.

Pour chaque questionnaire rempli par un épargnant, nous verserons un don à Centraide.

Ce rapport constitue la deuxième partie du Rapport annuel 2006 de Newalta en deux parties. Pour obtenir la première partie, qui contient le message de la direction, l'analyse des résultats et d'autres faits saillants, veuillez communiquer avec les Relations avec les investisseurs de Newalta au (403) 806-7019, ou visiter notre site Web à l'adresse www.newalta.com.



Papier 100% recyclé post-consommation, certification Choix environnemental, traité sans chlore.

Votre choix de ce papier épargne nos ressources naturelles dans les proportions suivantes:

Eau : 8,343 L
Résidus solides : 88 kg
Arbres : 3
Émissions dans l'atmosphère : 194 kg
Gaz naturel : 13 m³

NEWALTA

Suite 1200, 333 – 11th Avenue SW
Calgary (Alberta) Canada T2R 1L9

Téléphone : 403.806.7000

Télécopieur : 403.806.7348

www.newalta.com